

# Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale  
n° 10 - 2004

Cette brochure est l'édition en langue française de *quelques articles* de la revue ***Marxismo Vivo - n° 10*** publiée en espagnol et qui date de **décembre 2004** (voir [www.marxismalive.org](http://www.marxismalive.org)). La "présentation" qui suit concerne toutefois l'édition complète en espagnol.

## Présentation



### **Dix éditions pour discuter des grands sujets mondiaux.**

Ce fait, à première vue banal, nous remplit toutefois de fierté, parce que de nos jours il est très difficile qu'une revue de ce type, théorique et politique, dure autant. Le fait qu'elle soit arrivée au n° 10 indique qu'elle répond à un besoin.

C'est le besoin d'expliquer les faits mondiaux de la lutte de classes aujourd'hui, avec les outils du marxisme, en le mettant à jour. Avec la prosternation d'un secteur considérable de la gauche face à la "démocratie" (bourgeoise) contemporaine, il y a de plus en plus d'activistes qui cherchent une explication et une action révolutionnaire devant de tels faits.

C'est pourquoi, le marxisme, le léninisme et le trotskisme sont à nouveau de plus en plus présents dans la lutte des classes mondiale et, en dernier ressort, c'est cela qui garantit l'existence d'une revue de ce type.

Le **Marxisme Vivant**, qui parvient à s'autofinancer, est publié dans plusieurs langues: espagnol, portugais, français, russe et anglais (édition électronique). Cela n'a été possible que parce que des milliers de militants sociaux et d'activistes de gauche l'ont adoptée, que ce soit en la lisant, la critiquant ou la divulguant.

---

**Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale**

[www.litci.org](http://www.litci.org)

**2,00 €**

Editeur responsable et adresse de contact en Belgique: [lital.be@tiscali.be](mailto:lital.be@tiscali.be)

Plus encore, cette dixième édition nous enorgueillit parce qu'elle a pu être, dans ses possibilités modestes, un levier de défense du marxisme ; non un marxisme académique, gris, mais un marxisme lié aux principaux faits de la lutte des classes mondiale.

Dans la présentation du numéro 1 du **Marxisme Vivant**, nous avons dit que la revue était au service du débat apparu dans la gauche mondiale, qui, à partir de la chute du mur de Berlin, a commencé à mettre en question tout le marxisme et ses postulats de base. Ces dernières années, nous avons vu l'évolution de cette mise en question effectuer un saut qualitatif: un vaste secteur de cette gauche est passé avec armes et bagages du côté de l'ordre bourgeois "démocratique", alors que la classe ouvrière mondiale est protagoniste de révolutions, de grèves générales, de manifestations de masses, de résistance armée à l'invasion impérialiste, etc.. Pendant que se développent des secteurs de militants sociaux et d'activistes révolutionnaires qui se prononcent en défense du Marxisme, le gros de la gauche mondiale, y compris "trotskiste", a abandonné la lutte de classes et la lutte conséquente pour la dictature du prolétariat, en échange de sièges parlementaires confortables et de postes ministériels juteux.

Durant ces quatre années d'existence de la revue, nous avons analysé et examiné les principaux processus révolutionnaires et de résistance armée contre l'impérialisme contemporains : Équateur, Palestine, Afghanistan, Argentine, Brésil, Bolivie, Iraq et, dans ce numéro 10, Venezuela.

Nous avons également mis en avant des sujets généraux, très importants pour la construction d'une alternative révolutionnaire mondiale : la recolonisation impérialiste, le rôle de l'ONU, la question de la femme, les perspectives pour la lutte des paysans, la restauration capitaliste en Russie, en Chine, à Cuba, etc., l'activisme de millions de militants sociaux dans toute la planète, le prolétariat comme sujet social de la révolution à l'époque de la globalisation, la polémique avec la théorie-programme de la citoyenneté, le nationalisme bourgeois hier et aujourd'hui, la relation entre le pouvoir ouvrier et le mot d'ordre d'assemblée constituante ; nous avons répondu selon notre point de vue à la question clef : « qu'est-il arrivé à la gauche mondiale

(devenue méconnaissable) ? » ou « comment faire face aux gouvernements de Front Populaire comme celui de Lula au Brésil ? »

Nous entamons cette discussion, non de manière neutre mais depuis l'angle de la défense du marxisme, en défendant des principes très simples (comme ne pas prendre part à un gouvernement bourgeois - au Brésil - ou s'opposer à l'invasion de troupes impérialistes dans des pays coloniaux comme l'Afghanistan ou Haïti) aujourd'hui abandonnés par 90% de la gauche mondiale.

Mener cette lutte et offrir une alternative socialiste et révolutionnaire, bien que modeste, est à mettre à l'actif du **Marxisme Vivant**, et nous nous engageons à y donner suite.

Le **Marxisme Vivant** a essayé d'accomplir sa mission : offrir au prolétariat mondial, en particulier à l'avant-garde marxiste révolutionnaire, un outil qui aide à la compréhension commune des événements mondiaux, à élaborer un programme d'action, en partant de la défense et de la mise à jour du marxisme à la chaleur de la lutte de classes, la théorie marxiste étant toujours conçue comme un guide pour l'action.

Dans les pages du **Marxisme Vivant**, nous avons fait état de beaucoup d'opinions, de polémiques et de points de vue différents. Nous voudrions toutefois qu'il y ait davantage de critiques, davantage de lettres à la rédaction, davantage d'opinions adressées à la revue par les lecteurs. Pour nous, cela est fondamental parce que, comme l'a dit Trotski, en expliquant le caractère de la revue *Clave*, publiée au Mexique dans les années trente : "*La communication constante entre les rédacteurs et les lecteurs est la condition fondamentale pour que la revue ait une orientation correcte et soit étroitement liée à la lutte de classes du prolétariat.*"

Les éditeurs

---

<sup>1</sup> León Trotski "Aux lecteurs de Clave", janvier 1939.

## Dossier : Venezuela

### Quatre décennies de lutte révolutionnaire

**Alejandro Iturbe**

Membre de la Direction Nationale du FOS, la section argentine de la LIT-QI

**Américo Gomes**

Membre de la Direction Nationale du PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI



Le Venezuela est un pays privilégié par ses richesses naturelles. Les réserves pétrolières sont estimées à 300 billions de barils et le gaz naturel à 2,2 billions de mètres cube. La région de l'Orinoco, où se trouve Ciudad Guayana, produit de grandes quantités de fer et d'aluminium. Les centrales hydroélectriques de Macagua et de Santa Helena de Uiraem produisent 490 mégawatts.

Ces richesses ont permis une longue période de stabilité économique. Quand l'ancien président Carlos Andres Peres (CAP) a nationalisé les industries ferro-minières en 1974, puis l'industrie pétrolière en 1976, l'investissement public a augmenté. L'entreprise pétrolière d'État PDVSA, créée en 1976, est la plus grande du monde, avec des associations

internationales aux Etats-Unis et en Europe. Elle produit 2,7 millions de barils par jour, dont 70% vont aux Etats-Unis.

Ces richesses ont été la base de la constitution d'une classe dominante absolument parasitaire, liée à l'impérialisme américain et enkystée dans les appareils d'État, un mélange de bureaucratie gestionnaire et d'une bourgeoisie agissant directement pour l'impérialisme. C'est pourquoi il était courant de désigner le Venezuela comme l'"Arabie saoudienne de l'Amérique latine". Les recettes obtenues avec la vente du pétrole ont permis quelques concessions à la population et le maintient d'un régime de démocratie bourgeoise avec une certaine stabilité pendant presque 30 ans.

En même temps, le vol, la corruption et la soumission à l'impérialisme ont conduit le pays à une crise dans les années 80, avec une situation d'insolvabilité, une économie en stagnation, une augmentation du chômage et du niveau de pauvreté, et la réduction des dépenses sociales. Cette situation a donné lieu à une série de soulèvements et d'insurrections qui ont mis la révolution à l'ordre du jour.

### **De l'"Accord de Punto Fijo" à la promotion de Chávez**

Entre 1958 et 1989 (quand a lieu l'insurrection ouvrière et populaire connue sous le nom de "*caracazo*"), la politique bourgeoise vénézuélienne a été basée sur le régime institutionnel initié avec l'"Accord de Punto Fijo".

L'Accord a été signé le 31 octobre 1958, dans la villa du même nom, propriété de Rafaël Caldera (un de ses idéologues). Y ont pris part les dirigeants les plus importants des trois principaux partis bourgeois du pays : Acción Democrática (AD), Partido Social Cristiano (COPEI) et Unión Republicana Democrática (URD). Le Parti Communiste vénézuélien (PCV), assez de fort à l'époque, a été tenu explicitement en marge de l'Accord.

L'idée de "Punto Fijo" s'est développée, au début de cette même année, après le renversement du gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez. Ce dernier dirigeait depuis 1952 un régime personnaliste et dictatorial, soutenu par l'armée, sans fonctionnement parlementaire, et un gouvernement dans lequel ces forces bourgeoises ne participaient pas. L'"Accord de Punto Fijo" définissait trois objectifs explicites :

- En finir avec l'intervention permanente de l'armée dans la vie politique du pays. Dans les décennies précédentes, aucun gouvernement constitutionnel n'avait pu terminer son mandat, étant interrompus par des coups d'État et des gouvernements militaires.
- Constituer un régime démocratique bourgeois solide et stable, basé sur les institutions "normales" de ce régime. Les trois partis devaient respecter le

résultat électoral, soutenir le régime au parlement (sur la base d'un "programme minimal commun") et lors des élections (leurs votes étaient additionnés dans un Front Unitaire, comme indicateur de leur force et leur soutien populaire).

- Dans ce cadre, on proposait de former des gouvernements forts de coalition. La présidence incombait au candidat ayant obtenu le plus voix, mais le gouvernement devait se former de façon équilibrée, avec des ministres des trois organisations.

Avec ce critère, Rómulo Betancourt, candidat d'AD, a été élu président le 7 décembre 1958. En 1960, l'URD a abandonné la coalition de gouvernement, ce qui a donné lieu alors au bipartisme classique AD-COPEI, en vigueur jusqu'aux années 90.

### **Une longue stabilité**

Les débuts du régime de Punto Fijo n'ont pas été faciles. Il a dû faire face à plusieurs tentatives de coup d'État militaire, à des luttes ouvrières et populaires et à des processus de guerrilla<sup>1</sup>. Toutefois, il s'est peu à peu consolidé et a atteint une certaine stabilité. Après cinq ans, Betancourt a pu passer le flambeau présidentiel à un autre président élu par voie électorale (Raúl Leoni), un fait presque sans précédent dans l'histoire vénézuélienne. Dans une décennie marquée par des coups d'État militaires successifs dans beaucoup de pays latino-américains, la bourgeoisie a été, d'une certaine manière, pionnière dans l'application de la politique de "réaction démocratique" dans le sous-continent, c'est-à-dire dans l'utilisation des élections et des mécanismes des institutions démocratiques bourgeoises pour résoudre ses différents et contrôler le mouvement de masses.

Le secret de cette stabilité institutionnelle a été le développement pétrolier du pays, un des principaux exportateurs mondiaux. Les recettes de la richesse pétrolière ont permis à la bourgeoisie vénézuélienne de discuter de leurs affaires et de "se répartir le gâteau" de manière plus tranquille et, à la fois, de pouvoir faire quelques concessions aux travailleurs et au peuple.

### **Les années de l'or noir**

Dans les années 70, on vit ce qui fut assurément les "années de l'or noir" du régime de Punto Fijo et de la bourgeoisie vénézuélienne. En 1973, la guerre entre Israël et plusieurs pays arabes débouche sur une crise pétrolière internationale, lors de laquelle le prix du pétrole a doublé en quelques semaines et a continué à grimper par la suite. Les grandes compagnies

pétrolières internationales ont gagné des fortunes et, à la fois, les pays exportateurs recevaient d'importantes recettes additionnelles de dollars.

Dans ce cadre, en 1974, Carlos Andres Pérez (dirigeant d'AD) assume la présidence pour la première fois. Les historiens disent "qu'il a reçu et a gouverné un Venezuela saoudien".

Pérez et la bourgeoisie vénézuélienne ont pu se permettre un luxe inouï. On nationalise l'industrie du fer en 1975, et l'industrie du pétrole en créant PDVSA (Petróleo de Venezuela, Sociedad Anónima) en 1976. Les dépenses publiques augmentant de manière colossale : on construit des autoroutes, des barrages et des centrales électriques, des quartiers de logement populaires... La dette nationale interne et externe se multiplie par douze. La bourgeoisie et les classes moyennes du pays vivaient une "débauche d'importations" d'automobiles de luxe, d'appareils électroménagers et d'articles somptueux. En même temps, la situation de plein emploi a permis aux travailleurs, suite à leurs revendications et à leurs luttes, d'obtenir d'importantes conquêtes économiques. Pérez est devenu une figure de la politique mondiale : en 1975, il a reçu le prix Earth Care, accordé par des organisations écologistes, et en 1976 il est devenu vice-président de l'Internationale Socialiste.

Mais la fête n'allait pas durer ; avec le gel et puis la chute du prix du pétrole vers la fin des années 70, les recettes du pays ont commencé également à chuter. Pérez a terminé son mandat en 1979, mais il a laissé comme héritage une lourde dette publique, un État gigantesque et un régime de plus en plus corrompu.

## **Le contexte mondial des années 80**

Dans les années 80, d'importants changements dans la situation économique et politique mondiale ont eu lieu. Aux Etats-Unis Ronald Reagan a assumé la présidence et a développé une politique beaucoup plus dure et plus offensive de l'impérialisme yankee pour faire face au processus révolutionnaire de la décennie précédente, révélé par le triomphe du peuple vietnamien (1975) et les révolutions en Iran et au Nicaragua (1979). Sur le terrain économique, une fois fini le "boom économique d'après-guerre", une grande restructuration de l'économie mondiale a eu lieu : les industries lourdes, d'une plus grande consommation d'énergie, cédaient du terrain et étaient remplacées par des matériaux plus légers et des technologies avec une faible consommation énergétique.

Le prix du pétrole s'effondrait sur les marchés mondiaux et les recettes vénézuéliennes se réduisaient radicalement, donnant lieu à une crise économique de plus en plus accentuée. Honorer la dette publique devenait de

plus en plus lourd, ce qui obligeait les différents gouvernements à effectuer des ajustements permanents, ordonnés par le FMI. Les conditions de vie des travailleurs et des masses se détérioraient de plus en plus : le chômage augmentait, le pouvoir d'achat du salaire baissait, les conquêtes et les bénéfices sociaux de la décennie précédente s'amenuisaient ou disparaissaient. Le mécontentement des masses s'accumulait de plus en plus et les grèves des différents syndicats ainsi que les manifestations estudiantines et les protestations populaires dans différentes villes devenaient plus fréquentes.

En 1987, le gouvernement de Luis Herrera Campins (COPEI) a fait face à des luttes ouvrières qui ont culminés dans une grève générale. Dans cette montée Causa R, à ce moment une petite organisation de gauche (stalinienne), a gagné le syndicat des métallos de Guayana.

Acción Democrática (AD) était considérée comme "le parti du peuple", avec 58 années d'existence et une histoire de lutte contre la dictature de Pérez Jiménez et de soutien à la révolution cubaine. C'était un parti de masses qui dirigeait le mouvement syndical, étant donné qu'il contrôlait le syndicat CTV (Central de los Trabajadores de Venezuela).

Dans ce cadre, Carlos Andres Pérez assume de nouveau la présidence début 1989, après avoir obtenu un résultat électoral important. Les travailleurs et les masses avaient l'espoir que les "années d'or" de son gouvernement précédent allaient se répéter.

### **Le caracazo**

Toutefois, ces espoirs n'allaient pas durer. Les réserves internationales étaient épuisées et le déficit fiscal monstrueux, il y avait un désapprovisionnement généralisé et les services publics étaient détériorés. Après à peine quelques jours, Pérez a lancé un paquet de mesures économiques brutales contre les travailleurs et le peuple : duplication de la valeur du dollar (ce qui a donné lieu à une montée en flèche générale du prix de tous les produits), augmentations des intérêts bancaires, hausse de 80% du prix de l'essence et de 40% de ceux de tous les services publics.

La riposte ouvrière et populaire n'a pas tardé. Le mécontentement accumulé pendant plusieurs années a explosé : les 27 et 28 février 1989, une grande insurrection contre les mesures à lieu à Caracas et dans toutes les zones voisines de la capitale, et des événements similaires se sont produits dans plusieurs villes de l'intérieur. Des centaines de milliers de personnes des quartiers sont sorties en rue pour protester et piller des commerces et ont fait face à une répression extrêmement dure ordonnée par le gouvernement,

avec des barricades, des pierres et des armes. Cela a été le plus grand et le plus violent fait de l'histoire de la lutte de classes du pays : des centaines de personnes sont mortes lors de ces deux jours, la majorité dans les confrontations entre les manifestants et les forces de répression. La répression a été d'une extrême violence : officiellement, il y a eu 243 morts, mais on parle d'un millier, dont beaucoup ont été enterrés dans des fosses communes.<sup>2</sup> C'était une action criminelle, en plein état de siège, avec des meurtres, des tortures et des emprisonnements arbitraires.

En même temps, il y a eu de nombreux cas de division dans l'armée, avec des secteurs qui refusaient de réprimer ou qui tout simplement prenaient part aux pillages. Les masses dans la rue, menant une insurrection ouvrière et populaire, ont donné un nouveau cours dans l'histoire du Venezuela.

Cette insurrection a mis en crise toutes les institutions du pouvoir, qui ont été incapables de freiner la rébellion. *"En cinq jours le mythe de la démocratie bourgeoise la plus solide de l'Amérique Latine s'est effondré"*.<sup>3</sup> Cela a été la rupture des masses avec les institutions bourgeoises.

La police s'est dissoute au milieu du soulèvement. Le gouvernement a lancé l'armée contre le peuple, cette armée qui a comme devise la phrase de Bolivar : "Maudit soit le soldat qui fait feu contre son peuple, et celui qui le fait n'aura ni patrie ni drapeau".

Le n° 41 de *Correo Internacional* de juillet 1989, la revue de la LIT-QI, déclarait : *"Ces jours signifient la fin du Venezuela saoudien, auquel la richesse pétrolière avait laissé trente ans de stabilité économique et politique exceptionnels en Amérique Latine"*. En d'autres mots, le même concept était exprimé par la presse vénézuélienne elle-même : *"Rien ne sera plus le même dans ce pays dorénavant (...) Le 27 février passé, dans les premières heures de l'après-midi, un nouveau Venezuela est né."* (revue *Elite*, 14/3/89).

Ses bases économiques étant affaiblies à l'extrême, ses institutions gouvernementales corrodées par la corruption et l'usure, les partis bourgeois, la gauche réformiste et la bureaucratie syndicale de la CTV ayant reçu un coup dur, et presque sans soutien populaire, le régime de Punto Fijo entamait son agonie, après "le coup mortel" reçu lors du caracazo. Comme un résultat après coup, Pérez démissionnait en 1993, au milieu de nouvelles mobilisations populaires et après un jugement politique pour corruption.

### **Des années de corruption et de crise - la montée de Chavez**

A partir de là, il y eu plusieurs années de convulsions sociales. Les partis traditionnels (AD et COPEI) tombaient en ruine, Causa R se transformait en

une organisation avec une influence de masses et les anciens guérilleros devenaient des néo-libéraux, les "gauchistes" s'alliaient avec l'impérialisme et les syndicalistes avec les militaires, l'armée s'est divisée et une nouvelle centrale syndicale est apparue. En outre, des centaines d'organismes de base ont été construites, parmi lesquelles les cercles bolivariens, signifiant un saut dans l'organisation de la classe ouvrière et des quartiers prolétaires.

Dans une tentative de répondre à cette situation de crise institutionnelle globale, le colonel Hugo Chávez, avec un groupe de jeunes officiers, a dirigé une tentative de coup militaire en février 1992. Il a essuyé un échec et a été capturé et condamné à 20 ans de prison. Depuis la prison, il a commencé à gagner du prestige parmi les secteurs ouvriers et populaires parce qu'il apparaissait opposé au "système".

En 1993, Carlos Andres Pérez a été renversé par des mobilisations populaires et des accusations de corruption. Après sa démission, les élections ont été gagnées par le vieux politicien bourgeois Rafaël Caldera, avec Convergencia Democrática, une formation peu représentative. Il a obtenu 25% des voix, avec 60% d'abstention. Le dirigeant syndical des usines sidérurgiques de Guayana, Andres Velásquez, de Causa R, a eu la seconde place avec un vote surprenant, mais la fraude a garanti l'élection de Caldera. En 1994, par exigence populaire, Caldera a libéré Chávez. Ce dernier a commencé à former son propre courant politique, le Mouvement Bolivarien Révolutionnaire, et a initié son parcours vers la candidature présidentielle.

Il a été élu en décembre 1998, avec 56,24 % des votes. Sa victoire sur tous les candidats de l'oligarchie vénézuélienne a été une expression déformée du processus révolutionnaire ainsi que de la crise socio-économique qui n'avait pas pu être dépassée par les plans économiques de Caldera. Chávez prend la présidence en février 1999 et, dans son discours, il organise un plébiscite pour former une Assemblée Constituante, dans le but de recomposer les structures détruites de l'État. Le "OUI" a obtenu 73% des votes et les bolivariens obtiennent une très ample majorité des députés constituants.

L'Assemblée promulgue un Congrès unicaméral, certains droits et garanties du peuple, ainsi que plusieurs revendications concernant travail, et elle réforme le pouvoir suprême judiciaire et électoral. Finalement, elle institue le référendum consultatif, révocatoire et de confirmation. Le terme de "V<sup>ème</sup> République" apparaît et le pays change de nom, devenant la République Bolivarienne du Venezuela. En 2000, après une grève pétrolière fortement réprimée par le gouvernement, il y a de nouvelles élections. La

balance pétrolière était en hausse. Chávez est réélu, cette fois pour un mandat de 6 ans.

Il y avait toutefois des contradictions avec l'impérialisme, fondamentalement parce que celui-ci voulait appliquer à tout prix un projet néolibéral au Venezuela. Et il n'était pas d'accord que, pour contenir le processus révolutionnaire, il était nécessaire d'avoir en première ligne un leader populiste qui ne s'incline pas totalement aux Etats-Unis.

La politique économique de Chávez incluait, outre l'approvisionnement régulier des Etats-Unis en pétrole, des dévaluations de la monnaie et le paiement ponctuel de la dette extérieure. Il n'a jamais attaqué le chômage, les bas salaires ou la misère de la majorité. Malgré cela, le gouvernement des Etats-Unis était très irrité par Chávez. Le président faisait des déclarations anti-impérialistes, et principalement de soutien à Cuba, qui bénéficie d'une forte solidarité de la part Vénézuéliens.

Il a lancé des lois comme celles des hydrocarbures, de la Terre et de la Pêche qui, malgré les critiques bourgeoises, n'apportaient aucune transformation importante. Il a critiqué la Loi antiterroriste de Bush, il a rendu visite à Saddam Hussein et à Anwar Gadafi, il a défendu l'inviolabilité de l'espace aérien pour les avions militaires américains et il a critiqué la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA).

Dans le secteur pétrolier, il n'a jamais proposé de revoir l'ouverture faite par Caldera, qui a permis l'entrée des multinationales dans l'exploration du pétrole. Il a à peine essayé d'obtenir un plus grand contrôle de l'État sur PDVSA, avec une plus grande participation fiscale pour améliorer les recettes, en plus de défendre l'OPEP comme cartel régulateur des prix. L'impérialisme, qui n'acceptait pas cette politique, a organisé le coup d'État d'avril 2002, le lock-out du mois de décembre de la même année et ensuite le référendum révocatoire.

### **Coup d'État et insurrection populaire en 2002**

En avril 2002, la révolution et la contre-révolution se sont trouvées face à face. D'un côté, la férocité de l'impérialisme et des secteurs de la bourgeoisie nationale qui cherchaient à écraser tout mouvement de révolte ou d'insubordination contre l'impérialisme, de l'autre, la disposition révolutionnaire des masses.

L'alliance contre-révolutionnaire incluait la Fedecamaras (la fédération patronale vénézuélienne), les archi-bureaucrates de la CTV, la haute bureaucratie étatique de PDVSA, les militaires liés aux anciennes oligarchies, les dirigeants d'AD et de COPEI, la haute hiérarchie de l'église

catholique, et les propriétaires des grands moyens de communication comme Gustavo Cisneros (qui a 70 compagnies dans 39 pays, avec plus de 35.000 employés). Tous étaient dûment articulés par l'impérialisme américain et son ambassadeur Charles Shapiro.

Cette coalition a convoqué une grève générale pour le 9 avril, d'abord pour 24 heures et l'a ensuite transformée en une grève indéterminée. Le 11 avril, ils ont mené une marche vers le Palais Présidentiel de Miraflores, avec l'objectif clair de provoquer un conflit sanglant. La marche était composée de provocateurs et de membres de la Police Métropolitaine de Caracas (sous les ordres de l'anti-chaviste Alfredo Pena) qui ont fait face à des activistes des cercles bolivariens. La mort de 15 personnes dans ce conflit a été le détonateur du coup d'État : on a accusé Chávez de "génocide" et de "crimes contre l'humanité". Des militaires putschistes ont capturé le président et l'ont mené au fort Tiuna, le quartier général des rebelles. Ils ont annoncé sa démission et ont appelé Pedro Carmona, de la Fedecamaras, pour occuper le poste de Président.

Ils ont immédiatement formé un nouveau gouvernement et ont annoncé les nouveaux décrets qui ont supprimé le nom de République Bolivarienne ; ils ont dissous l'Assemblée Nationale, le Tribunal Supérieur de Justice et le Conseil National Électoral ; ils ont écarté des maires et des gouverneurs, et ont annulé l'accord entre Cuba et le Venezuela sur l'échange pétrolier, l'assistance médicale et sportive.

Après le coup d'État, ils ont envoyé la répression dans les rues : des forces putschistes soutenues par des groupes paramilitaires (formés par des groupements de droite comme Primera Justicia), des militants d'AD et de l'organisation supposée de "gauche" Drapeau Rouge (avec des fusils et des revolvers) ont fait la chasse aux militants chavistes et aux dirigeants syndicaux et de quartiers. Sous des ordres des maires de Caracas, Chacao et Baruta, ils ont envahi des maisons et ont capturé des activistes. Ils ont cassé l'entrée de l'ambassade cubaine et ont essayé de l'envahir pour chercher d'éventuels exilés. Cette nuit là, il y a eu plusieurs morts.

En réalité, Chávez n'a jamais signé sa démission. Au début les masses ne réagissaient pas, à cause de la désinformation ; par la suite, elles ne croyaient pas que Chávez avait démissionné ; finalement, elles ont commencé à réagir. Dans la nuit du 12, les protestations ont commencé à Caracas, et le 13, elles se sont généralisées dans tout le pays. En Guayana, les travailleurs métallos ont occupé les usines avec les directeurs à l'intérieur, et ont attendu par la suite des ordres de leurs dirigeants. Les travailleurs du pétrole de Puerto La Cruz et les travailleurs de Carabobo se sont préparés pour résister. A

Maracay, le peuple a été jusqu'à la caserne des parachutistes et a demandé des armes. Les principales casernes du pays se trouvaient dans cette situation : leurs alentours pris la population. C'est ce qui a fait pencher la balance du côté de l'insurrection. Les soldats organisaient des assemblées pour débattre et ont décidé de ne reconnaître que le gouvernement de Chávez.

A Caracas, des milliers de personnes ont envahi les rues, sont descendus des collines comme lors du "caracazo", jusqu'aux casernes pour demander des armes. Dans les rues, ils ont monté des barricades pour faire face à la Police Métropolitaine. Il y a eu des coups de feu, des concerts de casseroles, des jets de pierres et des tirs qui venaient des collines. Ils ont fermé les avenues avec des barricades en bois et des pneus en feu. Ils ont encerclé les réseaux de télévision et ont exigé qu'on mette la vérité "au grand jour". Les gens étaient organisés et il y avait des chefs, normalement les chefs de quartier des cercles bolivariens. Il y a eu encore une fois une insurrection classique à Caracas : la ville était entre les mains du peuple et la révolution a mis en échec le coup d'État.

Par la suite la résistance militaire anti-putschiste a commencé, avec les parachutistes de la base "Libertador" Maracay et les troupes de la marine de Catia La Mar. Les putschistes ont eu peur et ont fait des appels par les moyens de communication pour que les gens ne viennent pas à Caracas. Le commando de la Garde d'Honneur, avec un contingent de 3.000 hommes, responsable de la sécurité du palais présidentiel, a pris partie pour Chávez : armés de fusils et de pistolets, ils se sont installés dans le bureau principal et d'autres ailes du bâtiment.

En voyant que "le sol se dérobaît sous ses pieds", Carmona a abrogé les décrets du jour précédent et a annoncé qu'il convoquerait l'Assemblée Nationale de manière extraordinaire. Mais c'était trop tard : avec le peuple dans les rues, les militaires lui retirant leur soutien, Carmona essaye de s'enfuir, mais il est capturé à l'intérieur du palais présidentiel même. La bourgeoisie n'a pas d'autre possibilité pour faire face aux masses en insurrection que de ramener Chávez, avec la tâche de recomposer l'État.

### **Chávez s'entend avec les putschistes**

Une fois le coup d'État mis en échec, l'approfondissement du processus révolutionnaire exigeait la désarticulation et la défaite de la conspiration de manière décisive. Mais Chávez a suivi le chemin inverse. Le seul prisonnier a été Pedro Carmona, qui s'est ensuite enfui dans l'ambassade de Colombie. Les autres n'ont subi aucune peine. Les canaux de télévision ont continué à

fonctionner et à conspirer. Toute la direction de PDVSA est restée intacte. De retour à Miraflores, vers cinq heures du matin le dimanche, avec un crucifix en main, Chávez a dit : "Du calme, tout va bien, retournez à vos maisons, tout est sous contrôle... Les Cercles Bolivariens, s'il vous plaît, je ne les veux pas armés ; il s'agit d'une révolution pacifique".

### **Le lock-out patronal et les mobilisations ouvrières**

Les putschistes ont continué à conspirer et ont préparé une nouvelle offensive. Ils avaient maintenu leurs positions et ont même avancé dans quelques secteurs, protégés par l'impunité. La nouvelle attaque a été le lock-out qui a commencé le 2 décembre et a duré jusqu'à février. Le principal objectif de ce lock-out était de limiter la production et la distribution de pétrole : ils prétendaient couper l'oxygène à l'économie vénézuélienne. La haute direction de PDVSA a essayé de paralyser l'industrie à travers l'abandon et le sabotage, par le blocage et la destruction des contrôles automatisés. Ils n'y sont pas parvenus parce qu'ils ont dû faire face aux ouvriers et aux techniciens des puits, des réservoirs, des raffineries et des quais d'embarquements.

Au début, ils sont parvenus à paralyser les raffineries d'Amuay et d'El Palito, ainsi que le pompage des réservoirs qui, avec le blocus des capitaines des navires tanks, a coupé l'approvisionnement en essence dans une partie du pays ainsi que les exportations. On a ainsi saturé les réservoirs de pétrole et d'essence dans les raffineries et les bateaux, ce qui a empêché de continuer le raffinement ; à partir de là, le pompage dans les champs d'extraction a dû être arrêté. Cela a mené à la pénurie de combustibles et de gaz domestique et industriel. Les réactions populaires ont alors commencé, avec l'occupation des réservoirs d'essence, des tanks et des raffineries, accompagnée de la neutralité de secteurs de l'armée.

Il y a eu aussi un lock-out dans d'autres secteurs : ils ont réduit l'horaire des banques et de leurs opérations pour limiter le retrait d'argent, faire pression sur la dévaluation de la monnaie et sur la fuite des capitaux. Les écoles privées, les commerces et les industries fermaient leurs portes, les patrons renvoyaient leurs employés à la maison en leur garantissant leur salaire. Le problème de cette tactique est que, quand la paralysie se prolonge, ces secteurs de la bourgeoisie subissent des dommages par les pertes qu'ils commencent à avoir et, après un mois, ils ont commencé à défendre la fin du « déblayage » et la recherche d'une sortie négociée. La petite bourgeoisie s'est divisée et le groupe "Classe Moyenne en Positif", qui était contre les putschistes, est apparu.

Les moyens de communication restaient entre les mains de la grande bourgeoisie nationale et diffusaient l'information que la paralysie affectait plus de 80% de l'économie. En outre, ils ont appelé à bloquer des avenues et des rues. Certains secteurs plus radicaux ont commencé à effectuer quelques attentats terroristes, comme lancer une grenade contre l'ambassade d'Algérie, saboter des puits pétroliers, fermer des valves, casser des tuyauteries, détruire des machines et des installations et voler des matériaux.

Mais la résistance du peuple vénézuélien a commencé à se développer. A Caracas, la population s'est organisée dans les quartiers pour une juste distribution d'essence et de gaz, pour la reprise des classes et la résistance contre les attaques de la droite et de sa police. Ils ont monté des commerces communautaires où on distribuait des aliments gratuits ou à prix réduits. Une foule immense a entouré une chaîne de télévision privée, dans une zone résidentielle de haute classe moyenne, et l'a obligé de diffuser un communiqué signé par plus de 100 organisations de quartier, politiques et syndicales en exigeant, entre autres, le contrôle social des moyens de communication. Entre la droite et les travailleurs, il y a eu des affrontements qui se sont soldés par des morts et des blessés des deux côtés.

Dans l'état de Carabobo, les travailleurs organisés par le mouvement syndical ont pris le dépôt d'essence d'Yagua et l'ont mis en marche de façon manuelle. La même chose a eu lieu en Carenero et Guatire. Les travailleurs du pétrole ont récupéré la raffinerie d'El Palito et l'ont réactivée lentement, en raison du sabotage des pompes, et ils ont occupé la compagnie de distribution Ferrari pour transporter l'essence, sous la supervision de la Garde Nationale et du peuple.

Dans la raffinerie de Puerto La Cruz, les travailleurs ont occupé les lieux et en ont sorti le directeur, coupable de sabotage et qui prétendait la paralyser. Ils ont maintenu les installations opérationnelles, de manière démocratique, en choisissant leurs superviseurs immédiats. Dans l'armée, se sont surtout la troupe et les bas et moyens commandements qui se sont solidarisés avec l'action.

Les métallos de Guayana, qui ont vu la menace de paralysie des usines par manque de gaz dans les fours, ont décidé de faire le voyage dans plus de 15 omnibus jusqu'à Anaco (zone productrice de gaz) et ont occupé les entrées de PDVSA - GAZ pour exiger la réactivation.

La Parmalat a été prise par la population, qui a exigé sa réouverture. La brasserie Polar et Coca-Cola, à Valence, ont été occupés par la Garde Nationale et on y a confisqué des milliers de litres d'eau minérale, de malte et de boissons rafraîchissantes. Avec cela, bien qu'ils aient annoncé qu'ils

prendraient des mesures légales, ces entreprises ont été obligées de réouvrir leurs usines.

Selon un travailleur du pétrole, cela a été "une guerre civile à froid", parce que le peuple travailleur a commencé à prendre le contrôle et a obligé le gouvernement et l'armée à durcir ses positions sur la suspension de la vente de devises, le contrôle des changes et des prix, et la démission d'environ 5.000 saboteurs de PDVSA (surtout des cadres supérieurs et des directeurs).

### **Encore une fois, Chávez a cherché un accord**

Après le coup d'État d'avril, Chávez n'a rien fait ni pour effectuer des changements économiques ou sociaux, ni pour cesser de payer la dette, ni pour écarter les militaires conspirateurs ou les membres de la direction de PDVSA qui avaient saboté la production. A la fois des militants populaires qui ont fait face aux putschistes ont été emprisonnés, et beaucoup d'activistes révolutionnaires sont morts ou ont été blessés dans les confrontations.

Le Tribunal Suprême de Justice, avec une majorité d'opposition bourgeoise, a déclaré "qu'il n'y avait eu aucun coup d'État" et qu'il ne saisirait ni jugerait aucun saboteur bourgeois. L'Assemblée Nationale, qui soutient Chávez, se divisait entre l'aile "radicale", qui faisait appel aux masses pour les utiliser comme base de manœuvre, et l'aile "conciliatrice", qui tendait des ponts à l'opposition bourgeoise, en cherchant une issue électorale avec la seule condition qu'on suspende la paralysie. Forts de leur impunité, les conspirateurs prétendaient causer une crise économique dans le pays, mener la population à l'insurrection et préparer un nouveau coup d'État.

Comme médiateur du conflit, Chávez a accepté que cela soit le secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, un pro-impérialiste, celui qui, alors président de Colombie durant l'épisode de la Constituante de 1991, a détruit les mouvements partisans M-19 et EPL, en plus d'offrir une couverture pour le meurtre de dizaines de dirigeants du FARC et de l'ELN.

Au Brésil, Lula a annoncé avec euphorie la formation du groupe "Amis du Venezuela", pour servir d'intermédiaire dans la crise. Un groupe totalement subordonné à Gaviria et formé par les présidents Fox (Mexique), Lagos (Chili), Aznar (Espagne) et le gouvernement des Etats-Unis. Mais le lock-out a été mis en échec par la résistance et l'organisation de la classe ouvrière et de la population la plus pauvre.

Après cela, Chávez a tout essayé pour garantir le contrôle sur l'industrie pétrolière : il a commencé une restructuration d'en haut vers le bas, nommant

des gérants et des directeurs chavistes, avec une totale absence de participation démocratique des travailleurs, et il a présenté la proposition de diviser l'entreprise en Oriental de Petróleos S.A. et Occidental de Petróleos S.A., ouvrant ainsi la possibilité légale de privatiser une partie de cette industrie.

### **La manœuvre du plébiscite**

La troisième tentative de l'impérialisme et des secteurs les plus à droite de la bourgeoisie nationale pour renverser Chávez a été le plébiscite révocatoire de cette année. Ces secteurs étaient érodés après l'échec du coup d'État et du lock-out, tandis que les masses étaient plus fortes et organisées. Voilà pourquoi ils ont changé de tactique : puisqu'il n'avait pas été possible de mettre en échec la révolution avec la confrontation directe, le mieux serait de la mettre en échec à travers la réaction démocratique.

Afin d'y parvenir, ils ont fait une pétition pour réclamer un plébiscite sur la continuité ou non de Chávez. La récolte de signatures a été une farce : la patronale, le gouvernement des Etats-Unis, l'Église et les multinationales ont investi de l'argent dans cette campagne et ont obligé leurs employés à signer ; il y a eu des fraudes scandaleuses, des falsifications de signatures, des signatures doubles et des signatures de personnes décédées ; tout cela a été certifié par les activistes du mouvement syndical et populaire.

Même ainsi, ils ne sont pas parvenus à atteindre le nombre suffisant de signatures et, comme c'était tellement scandaleux, le Conseil National Électoral, majoritairement identifié avec l'opposition, n'a pas pu reconnaître la validité du résultat. Mais le Ministère de l'Extérieur américain, l'OEA, le Centre Carter et les "Amis du Venezuela" ont fait pression. Finalement, Chávez a accepté de réaliser le référendum, et il l'a présenté comme une victoire étant donné que, selon lui, cela menait l'opposition sur le terrain de conflit le plus favorable. L'argument a été de comparer ce vote avec une lutte populaire du 19<sup>ème</sup> siècle et de dire que la lutte s'était transformée en une nouvelle "Bataille de Sainte Agnès".<sup>4</sup>

Le peuple vénézuélien avait mis en échec l'impérialisme et l'oligarchie locale sur le terrain de la lutte de classes et dans les rues ; c'est cela son terrain le plus favorable. On cherchait maintenant de dévier la lutte vers le terrain de la démocratie bourgeoise putréfiée et frauduleuse, où la lutte de classes est déformée. C'est bien le terrain le plus favorable pour les patrons, étant donné que c'est le pouvoir économique du plus fort qui y gagne.

Pour convaincre le peuple vénézuélien, qui n'était pas d'accord avec le référendum, Chávez a fait valoir qu'à ce moment là les conditions socio-

économiques et politiques étaient meilleures, que le rythme de croissance de l'économie était arrivé à 12 % et que les prix du baril de pétrole étaient hauts. Les investissements dans le secteur social ont augmenté, ainsi que les dépenses étatiques avec des programmes de santé, d'éducation, de construction de logements, de micro-entreprises et de réforme agraire. L'impact social était visible et favorisait les couches les plus pauvres de la population. Les organisations sociales responsables ont été profondément implantées dans les quartiers les plus pauvres. Avec cela, il affirmait qu'il était impossible de perdre le scrutin. Il convient de souligner que ces programmes d'assistance n'améliorent pas les revenus salariaux et ne créent pas des projets d'emploi à grande échelle. Le chômage continue à près de 20 % et les niveaux de pauvreté autour de 50 %.

De fait, Chávez a gagné le référendum avec une marge de 18 points (59% contre 41%). C'est une victoire populaire importante, principalement parce que le peuple a fait face au pouvoir économique des grands capitaux, les monopoles des moyens de communication et le soutien de Washington.

Mais l'impérialisme aussi a obtenu une victoire, parce qu'il a mené le processus révolutionnaire sur le terrain de la démocratie bourgeoise, en fortifiant les institutions du régime et en créant l'illusion, pour des milliers de militants, que les Etats-Unis peuvent être vaincus dans les urnes.

Après le référendum, Chávez a signé un accord de 5.000 millions de dollars avec Texaco-Mobil et Exxon, pour explorer les réserves de pétrole et de gaz dans la Ceinture de l'Orinoco. Ces compagnies pétrolières veulent investir de 5 à 20 milliards de dollars dans de nouvelles explorations.

## Notes

<sup>1</sup> Le plus important entre eux a été celui dirigé par Douglas Bravo, le haut dirigeant politique du Parti Révolutionnaire vénézuélien (une scission guévariste du PCV), qui a promu et dirigé l'organisation partisane Frente José Leonardo Chirinos. Le groupe a été vaincu et Bravo a été emprisonné.

<sup>2</sup> La insurrección de Febrero, Elio Comenares, Ediciones La Chispa. p. 60

<sup>3</sup> La insurrección de Febrero, Elio Comenares, Ediciones La Chispa. p 57

<sup>4</sup> La "Batalla de Santa Inés" a eu lieu les 9 et 10 septembre 1859, conduite par Ezequiel Zamora pendant la Révolution Fédérale (1859-1863). Zamora a dirigé un soulèvement de paysans pauvres et d'anciens esclaves contre les grands propriétaires fonciers. Dans la bataille, Zamora faisait semblant de s'enfuir afin de mener les troupes ennemies à un terrain plus favorable pour lui, et là il les a annihilés.

## Le nationalisme bourgeois, hier et aujourd'hui



**Alejandro Iturbe**

Membre de la  
Direction Nationale du  
FOS,  
la section argentine de la  
LIT-QI

Plusieurs organisations de gauche, vénézuéliennes et internationales, spécialement certaines organisations provenant du trotskisme, comparent Chávez et son gouvernement aux dirigeants et mouvements nationalistes bourgeois qui, pendant une période du 20ème siècle, ont fait face à l'impérialisme (principalement l'impérialisme yankee) et ont eu des heurts avec lui, comme le mexicain Lázaro Cárdenas, l'argentin Juan Perón, l'égyptien Gamal Nasser ou le parti chinois Kuomintang. Ce n'est pas par hasard que Chávez lui-même revendique le péronisme, sûrement le plus fort de ces mouvements en Amérique Latine.

C'est une comparaison qui a des points de contact avec la réalité. Mais elle devient profondément erronée si, en même temps, on "oublie" deux

questions : d'abord, les limites profondes que ces dirigeants et mouvements bourgeois ont eus, même à leurs moments d'apogée ; ensuite, le fait que les conditions politiques et économiques mondiales ont réduit, actuellement, pratiquement à zéro les perspectives d'un développement plus ou moins soutenu de ce type de processus.

Pour comprendre mieux les deux aspects, il nous paraît nécessaire de rappeler les analyses et les définitions qu'ont effectué, d'une part, Léon Trotski (basés sur l'étude du gouvernement mexicain de Cárdenas, dans les années trente) et, d'autre part, le courant fondé en 1944 par le dirigeant argentin trotskiste Nahuel Moreno, sur la base d'une étude de plusieurs décennies de peronisme.<sup>1</sup> Voyons quelques unes de leurs conclusions les plus importantes.

Les mouvements nationalistes apparaissent comme une tentative de secteurs bourgeois nationaux de résister aux pressions de l'impérialisme et essayent d'utiliser à leur profit les heurts et les différences entre les pays impérialistes. Sous cet aspect, Trotski indique que "pour se défendre, ils profitent de l'antagonisme entre les différents pays et groupes de pays impérialistes". D'autre part, la naissance du péronisme, entre 1943 et 1946, peut seulement être expliquée par "les relations de la bourgeoisie argentine avec l'impérialisme anglais en retrait et l'impérialisme yankee en pleine offensive. (...) Perón a capitalisé le sentiment anti-yankee d'un secteur important de la bourgeoisie et de l'Armée, qui aspirait à résister aux agressions de l'impérialisme, bien qu'avec des méthodes, précisément, bourgeoises".

Ils ont pris quelques mesures anti-impérialistes mais ils n'ont jamais dépassé les limites du système capitaliste ni de l'Etat bourgeois. Le gouvernement de Cárdenas a exproprié et nationalisé le pétrole en 1938. Trotski a dit que cette mesure était "le seul moyen effectif de sauvegarder l'indépendance nationale et les conditions les plus élémentaires de la démocratie, (...) n'étant ni socialiste ni communiste : c'est une mesure de défense nationale hautement progressiste". Le péronisme, pour sa part, a nationalisé des branches très importantes de la production : le pétrole, l'énergie électrique, les chemins de fer, les télécommunications, etc.. Trotski a appelé ce processus "capitalisme d'état". Perón lui-même reconnaissait clairement son caractère bourgeois.<sup>2</sup> Mais précisément, n'ayant pas dépassé les limites du capitalisme, l'impérialisme et ses alliés nationaux ont dans une grande mesure maintenu leurs bases économiques intactes, pour ensuite avancer et dominer le pays. Par exemple, le péronisme n'a pas touché un hectare de la très riche oligarchie agricole argentine et a promu le

développement d'une forte bourgeoisie industrielle, qui s'est finalement allié aux yankees pour renverser Perón en 1955.

Pour faire le poids contre la pression impérialiste, ces mouvements se sont appuyés sur le mouvement de masses, auquel ils ont fait quelques importantes concessions. La faiblesse structurelle des bourgeoisies nationales des pays sous-développés face à l'impérialisme, a obligé ces mouvements à chercher le soutien des travailleurs et des masses. Par exemple, en Argentine, "face au retrait de l'impérialisme anglais, il n'y avait dans le pays aucun secteur bourgeois suffisamment fort pour freiner l'offensive américaine. Perón et ses amis ont dû recourir aux travailleurs organisés (...) et ils ont dû faire d'importantes concessions à la classe ouvrière. (...) Pour cela, ils comptaient sur la situation économique extraordinaire dont jouissait le pays, suite à la Seconde Guerre Mondiale".

Ils ont exercé un contrôle bureaucratique et totalitaire sur les travailleurs et les masses pour empêcher leur mobilisation et leur organisation indépendantes. Trotski a indiqué que les conditions particulières du développement capitaliste des pays sous-développés (avec un grand poids du capital impérialiste) impliquaient "une faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat". C'est pourquoi, le péronisme, tout comme le reste de ces mouvements, avait une peur terrible que l'activité indépendante de la classe ouvrière "arriverait, à un certain moment, à menacer le régime bourgeois dans son ensemble et les patrons péronistes en particulier".

Ce contrôle rigoureux a été établi aussi bien dans le domaine politique que dans les organisations syndicales. Au niveau politique, les travailleurs ont été intégrés et subordonnés dans le mouvement avec une direction bourgeoise claire. Trotski disait qu'ils étaient "un front populaire avec la forme de parti, c'est-à-dire la subordination du prolétariat à l'aile gauche de la bourgeoisie". C'est pourquoi, Perón a rapidement dissous le *Partido Laborista* (basé sur les syndicats et leurs dirigeants) qui lui avait permis le triomphe électoral de 1946, et l'a remplacé par le *Partido Peronista* qu'il pouvait, en accord avec les statuts, manier à sa guise. En même temps, tant au Mexique qu'en Argentine, les syndicats ont été pratiquement nationalisés (légalement et financièrement) et ont été mis sous la houlette de bureaucrates syndicaux inconditionnels du gouvernement (de véritables fonctionnaires de l'Etat, plus que des dirigeants ouvriers), qui ont établi des fonctionnements totalitaires, presque sans démocratie ouvrière. Pour exercer ce contrôle, ces mouvements ont disposé de deux éléments favorables : d'une part, les mesures anti-impérialistes et les concessions aux masses ont fait qu'une

grande partie de la classe ouvrière les voyaient comme "leur" parti et "leur" gouvernement. D'autre part, ils ont été aidés, de différentes manières, par la trahison des partis ouvriers bureaucratiques et réformistes. En Argentine, le PC et le PS se sont allié avec les yankees, l'Eglise et les secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie argentine contre le péronisme, laissant le champ libre à l'influence de Perón parmi les masses. Au Mexique, le PC a été un des piliers de la bureaucratisation et de la nationalisation des syndicats.

Cette combinaison particulière d'éléments (la pression de l'impérialisme, la résistance partielle de la bourgeoisie nationale, la nécessité de s'appuyer sur les masses et, en même temps, de les contrôler) a été à l'origine d'un nouveau type de gouvernement bourgeois que Trotski a appelé *bonapartisme sui generis* : "Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le capital national, entre la bourgeoisie nationale relativement faible et le prolétariat relativement puissant. (...) D'une certaine façon, il s'élève au-dessus des classes". Il s'agissait de régimes et de gouvernements hautement contradictoires : progressifs dans la mesure où ils font face à l'impérialisme et accordent des concessions aux masses; réactionnaires par le contrôle totalitaire des masses et le frein qu'ils imposaient à la dynamique du processus anti-impérialiste. Dans le cas du péronisme, tant le frein aux masses que la survie économique des entreprises impérialistes et leurs alliés ont finalement favorisé le triomphe du coup d'Etat militaire qui a renversé le régime, en 1955.

Même dans leurs moments d'apogée, ces gouvernements et mouvements ont commencé à céder à l'impérialisme. Par exemple, "en 1953, le péronisme a approuvé une nouvelle loi d'investissements étrangers qui a accordé un traitement préférentiel au capital international, yankee évidemment. (...) On a livré l'industrie automobile au capital américain et on a commencé les négociations avec la Standard Oil de Californie" pour lui accorder une partie de l'exploitation du pétrole de la Patagonie. En même temps, le gouvernement de Perón a adhéré à l'Accord de Rio de Janeiro (base de la fondation de l'OEA - Organisation des Etats Américains) et a diplomatiquement soutenu les Etats-Unis dans plusieurs initiatives internationales comme la guerre de Corée, l'isolement de la Chine communiste, la reconnaissance du gouvernement putschiste de Castillo Armas au Guatemala, etc.

Quand l'impérialisme a soutenu de sanglants coups d'Etat pour renverser ces gouvernements, ils ont refusé de promouvoir l'organisation et l'armement des travailleurs et des masses pour faire face à ces putschs. Leur principale

préoccupation a été d'éviter la division de l'Armée "nationale". L'attitude de Perón face au coup d'Etat de 1955 (relativiser d'abord son importance et empêcher l'armement des travailleurs, et s'enfuir ensuite au Paraguay), anticipe, sous cet aspect, la position de Chávez en 2002. Il s'agit d'un exemple des plus éloquents, de comment l'inconsistance et les vacillations de la bourgeoisie nationale face à l'impérialisme ont mené, finalement, à la capitulation devant celui-ci, avec le seul souci d'éviter le chemin de la mobilisation et de l'organisation indépendante des travailleurs et des masses. C'est pourquoi, ils ont préféré s'enfuir ou se rendre (et sauver ainsi le système bourgeois) même si cela signifiait de grandes pénuries et souffrances pour les masses.

### **Des changements dans le monde**

Dans la dernière partie du 20ème siècle, une série de changements qui ont marqué la fin de l'époque la plus propice pour ces mouvements nationalistes bourgeois se sont combinés. D'abord, déjà depuis la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, l'impérialisme yankee avait acquis un poids hégémonique au niveau mondial et avançait spécialement en Amérique Latine (qu'il a toujours considéré comme sa "cour arrière"). Deuxièmement, dans les années septante, il y a la fin de ce qu'on a appelé le "boom économique d'après-guerre" et l'impérialisme yankee développe une politique de recolonisation, comprenant la liquidation dans les pays sous-développés des structures économiques de l'Etat créées par les mouvements nationalistes bourgeois dans les décennies précédentes. Autrement dit, les marges politiques et économiques pour un jeu relativement autonome des bourgeoisies nationales ont été réduites au minimum.

C'est ce qui explique que, en 1973, le péronisme soit déjà totalement intégré au régime démocratique bourgeois normal et que le retour de Perón au gouvernement ait pour but "de freiner la montée ouvrière et populaire" que vivait l'Argentine pendant ces années. Ni lui ni son mouvement n'avaient "la moindre possibilité de répéter l'expérience d'après-guerre". Autrement dit, son caractère contradictoire eu égard à l'étape précédente commençait à devenir plus clair : il devenait maintenant réactionnaire de façon cohérente. Ce cadre s'est encore approfondi dans les années 80 et 90. Les vieux mouvements nationalistes bourgeois non seulement se sont intégrés au régime, mais la majorité d'entre eux devenaient les agents directs de la colonisation impérialiste. Il y a l'exemple de Menem en Argentine ou de Paz Estensoro en Bolivie, privatisant des entreprises de l'Etat et liquidant la grande majorité des conquêtes accordées dans l'époque précédente.

## **Les limites catégoriques pour Chávez**

Le nationalisme de Chávez est un nationalisme bourgeois "tardif", avec des marges très faibles pour se développer et avoir un jeu propre en ces temps de globalisation et de néo-libéralisme. C'est pourquoi ses mesures anti-impérialistes ou contre les alliés de l'impérialisme sont beaucoup plus petites que celles Cárdenas ou de Perón. Au niveau des concessions aux masses, les marges sont encore plus petites. Elles se limitent à un travail d'assistance sociale, dans le domaine de la santé et de l'éducation. Par exemple, le gouvernement de Chávez n'a pas, même avec un prix du pétrole tellement élevé, été capable de réduire le chômage ou de garantir de meilleurs salaires pour les travailleurs. Finalement, les changements profonds au niveau mondial auront sans doute pour conséquence que Chávez se soumettra totalement à l'impérialisme beaucoup plus rapidement que ne l'ont fait Perón et d'autres dirigeants semblables. En ce sens, il est beaucoup plus semblable au Perón de 1973 qu'à celui de 1946.

C'est pourquoi la conclusion signalée par Trotski, déjà au milieu de l'apogée des vieux mouvements nationalistes bourgeois, s'avère maintenant plus juste que jamais : "Seul le mouvement révolutionnaire des masses populaires contre l'impérialisme pourra atteindre l'objectif de l'indépendance nationale. (...) Ce ne sera pas la bourgeoisie sud-américaine retardée qui sera appelée à résoudre cette tâche, mais le jeune prolétariat qui dirigera les masses".

## **Notes**

1 Les textes de Trotski ont été extraits de Documents latino-américains (CEIP - Argentina - 1999). Sauf indication contraire, les citations sur le péronisme proviennent de ¿Qué es y qué fue el peronismo? (Ernesto González, Ediciones Pluma, Argentina - 1973).

2 "Mes détracteurs disent que je suis un ennemi du capital, mais j'ai démontré dans ces mois de gouvernement que non seulement je ne combats pas le capital, mais que je facilite tous les moyens pour son adaptation et développement" (Discours au Parlement, 1/5/1947).

## C'est quoi le chavisme ? Le nationalisme bourgeois au temps de la recolonisation



### Joseph Weil

Membre de la  
Direction Nationale du  
PSTU,  
la section brésilienne de  
la LIT-QI

Le processus révolutionnaire vénézuélien est aujourd'hui un des plus importants d'Amérique Latine. Le dénouement de ce processus peut marquer pour longtemps le développement de la révolution en Amérique du Sud. C'est pourquoi, il est fondamental que l'avant-garde d'activistes révolutionnaires du sous-continent et du monde entier prennent part effectivement à ce processus, en extrayant les conclusions sur son caractère et sur ses perspectives.

Le niveau de vie des travailleurs vénézuéliens est un des plus misérable du continent. Des décennies d'attaques de l'oligarchie, de spoliation par l'impérialisme et de dénationalisation des richesses ont produit un recul dans

les conditions de vie du peuple vénézuélien, en mettant fin aux temps du "bien-être pétrolier".

Chavez, arrivé au pouvoir après la grande mobilisation révolutionnaire connue sous le nom de *Caracazo* (la rébellion de Caracas), essaye de figurer comme le représentant des masses pauvres contre les oligarchies, comme "bolivarien", et à cet effet, il utilise une partie du revenu pétrolier pour atténuer cette misère à l'aide de mesures d'assistance.

Cette politique se heurte contre l'orientation putschiste et recolonisatrice de Bush, particulièrement en ce qui concerne la question du contrôle des sources d'énergie et du marché pétrolier mondial. Bush veut un contrôle total sur les sources qui approvisionnent le marché des Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle la relative indépendance de Chavez sur la question du pétrole et de l'OPEP, mise en évidence dans l'opposition de Chavez à l'invasion de l'Iraq, a ouvert le conflit avec le gouvernement des Etats-Unis, et que ce dernier a sérieusement travaillé durant ces dernières années pour le renverser.

Ces attaques de l'impérialisme et la rhétorique pour le "Tiers-Monde" de Chavez produisent une sympathie et un enthousiasme des masses pauvres et des activistes vénézuéliens et d'autres pays en défense du chavisme comme une "option révolutionnaire", en pleine désillusion générale avec les secteurs de gauche qui ont capitulé face au néolibéralisme, comme par exemple Lula et le PT au Brésil.

Toutefois, une analyse plus profonde des actions de Chavez et du caractère de classe de son gouvernement et de son mouvement, démontre que la tentative de Chavez de développer un mouvement nationaliste bourgeois n'a pas de grandes possibilités de succès. D'abord, parce qu'au temps de la globalisation et du néolibéralisme provoqués par la profonde crise économique internationale, et sous les attaques féroces de l'impérialisme contre les conquêtes de la classe ouvrière, il n'y a plus de "réserves à pomper", comme dans les années 50. Deuxièmement, parce que les bourgeoisies indigènes d'aujourd'hui, sous l'impact de la dénationalisation des économies et de la recolonisation des pays semi-coloniaux, sont devenues des "contremaîtres" des affaires impérialistes. C'est pourquoi les bourgeoisies "nationales" du Venezuela, du Brésil, d'Argentine, du Mexique, etc. sont complètement serviles et incapables de combattre pour l'indépendance de ces pays face à l'impérialisme.

Cela est devenu clair, au Venezuela, d'une part par la soumission de la bourgeoisie putschiste à l'impérialisme yankee et, d'autre part, par les mesures économiques et politiques timides prises par Chavez qui ne

ressemblent en rien à ce qu'ont fait Perón dans ses deux premiers gouvernements, Cárdenas au Mexique, ou même Allende au Chili. Chavez n'a réalisé aucune nationalisation de richesses minérales (comme le pétrole mexicain ou le cuivre chilien), ou d'industries clefs, ni d'améliorations effectives pour les travailleurs (comme en Argentine sous Perón dans les années 40 et 50).

### **Chavez combat pour les pauvres?**

Le fait qu'un vaste secteur des masses vénézuéliennes soutient Chavez et ses politiques sociales, pousse la majorité des intellectuels à le prendre comme exemple, comme "nouvelle voie", ou mieux, comme une voie "possible" actuellement.

Quelles sont ces mesures qui lui valent tant de soutien ? Par exemple, Chavez a conclu un accord avec le gouvernement cubain pour envoyer 10.000 médecins au Venezuela contre du pétrole. Ces médecins cubains ont été installés dans les quartiers les plus pauvres et s'occupent gratuitement d'une population qui, jusqu'à ce moment, était marginalisée de tout type d'assistance médicale. Il a aussi pris des mesures pour étendre l'accès à l'éducation aux secteurs les plus pauvres, il a ouvert des marchés d'aliments à bas prix dans les quartiers populaires et a distribué en même temps quelques terres appartenant au gouvernement.

L'attitude de la gauche et de la grande majorité des intellectuels, face à la politique de Chavez, est dépeinte dans un article de Tariq Ali, dans lequel il écrit : *"Il y a quelques semaines j'ai eu une longue conversation avec Chavez à Caracas. Il était clair que ce que cherche le président n'est rien de moins que la création d'une démocratie sociale radicale, qui essaye de donner le pouvoir aux couches les plus faibles de la société. En ces temps de dérégulation, de privatisation et du modèle anglo-saxon, dans lequel l'économie dicte la politique, les objectifs de Chavez sont jugés révolutionnaires, même si les mesures proposées ne sont pas différentes de celles du gouvernement Attlee en Grande-Bretagne d'après-guerre."*

Par la suite, Tariq cite Chavez lui-même : « quand j'ai demandé à Chavez d'expliquer sa philosophie, il a répondu : *"je ne crois pas dans les postulats dogmatiques de la révolution marxiste (...)* Par exemple, s'ils me disent que *c'est la raison pour laquelle on ne peut alors rien faire pour les pauvres, je réponds : en ce point nous nous séparons. Je n'accepterai jamais qu'il ne puisse pas y avoir une redistribution de la richesse dans la société."* ».

Que voyons-nous, par exemple, si nous examinons de près les mesures prises par Chavez à la chaleur de la révolution vénézuélienne ? Les masses,

avec la méthode de la mobilisation directe, ont héroïquement mis en échec deux tentatives de coup d'État, mais aussi le coup institutionnel exprimé dans le référendum révocatoire. Par la mobilisation, les masses ont mis en échec la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme. Pour cela, elles ont eu recours à l'auto-organisation et à l'armement populaire, en paralysant et en divisant l'armée et son sommet putschiste.

Dans ce cadre, bien que les mesures palliatives de Chavez signifient d'importantes améliorations pour le niveau de vie des masses les plus appauvries, elles ne résolvent pas les problèmes les plus graves, comme sont le chômage et l'énorme inégalité sociale qui existe dans le pays. D'autre part, ce type de remède cherche à agir comme un "calmant" pour des masses radicalisées et à leur faire accepter les institutions bourgeoises de gouvernement, qui apparaissent sous un voile "démocratique".

Cette politique d'assistance est très ancienne dans la société capitaliste. Dans des moments de convulsion sociale, ou pour prévenir de grands débordements populaires, les gouvernements bourgeois conservateurs ou réformistes l'ont utilisée dans différents pays au siècle passé, que ce soit Roosevelt ou Johnson aux Etats-Unis, De Gaulle ou Mitterrand en France, Attlee en Grande-Bretagne. Les politiques du type "Faim Zéro" de Lula sont aussi des expressions de cette politique, qui a un objectif clair : convaincre les masses qu'il est possible de résoudre les graves problèmes qui ont leur origine dans le capitalisme (la faim, des services de santé désastreux, le manque de logements populaires, la discrimination ethnique, etc.), sans révolutionner le système, sans rompre avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Ces intellectuels tiennent le discours selon lequel la révolution "n'est pas possible". Ils veulent convaincre la classe ouvrière et la gauche qu'il vaut mieux soutenir quelqu'un qui "lutte encore pour les pauvres" et pour un capitalisme avec distribution de la richesse. Mais, contrairement à ce qu'ils disent actuellement, les conditions politiques et économiques mondiales, sous l'offensive néolibérale, réduisent pratiquement à zéro les perspectives d'un développement soutenu de processus progressifs d'augmentation de droits sociaux ou du bien-être social (un modèle qui serait intermédiaire entre le néolibéralisme et le socialisme).

Au contraire, ces options sont aujourd'hui bien moins viables qu'il y a 50 ans (quand d'importantes conquêtes sociales ont été obtenues en Europe ou en Argentine). Il n'y a aujourd'hui pas de possibilités sérieuses d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et des masses sans attaquer les racines du système capitaliste-impérialiste, sans avancer dans la direction d'une révolution ouvrière et socialiste. Sans attaquer en profondeur les intérêts de

l'impérialisme et de la bourgeoisie, sans mettre un terme à la rapine et la confiscation des richesses, il n'a pas moyen d'améliorer de manière radicale la situation des masses vénézuéliennes.

Ce n'est pas la voie de Chavez. Comme il l'affirme lui-même chaque fois qu'on le lui demande, il prétend avoir de bonnes relations avec le patronat. Par exemple, il veut qu'il y ait des fonds pour des programmes sociaux, qu'il n'y ait pas tant de corruption, pour pouvoir appliquer une partie plus grande du budget dans ce type de programmes d'aide. Ce n'est pas un agenda très différent de ce que la Banque Mondiale propose aujourd'hui pour les pays périphériques, c'est-à-dire investir des fonds dans des projets sociaux ponctuels ("concentration des frais", en finir avec les "déchets") pour les secteurs les plus pauvres, sans toucher à la politique économique globale ni à l'agenda néolibéral.

Même s'il n'en a pas l'air dans les discours, le problème de fond au Venezuela est que le chavisme suit les injonctions du FMI. Cela conditionne tout changement radical dans la gestion et dans l'application des plans néolibéraux, qui restent au centre de la politique économique vénézuélienne, avec les attaques correspondantes au niveau de vie des masses. Le chômage continue à avoisiner les 20% de la population économiquement active. Les salaires continuent à descendre malgré les hauts profits patronaux de 2003-2004 qui ont battu des records dans l'industrie pétrolière, dans l'industrie automobile (Ford et GM) et dans les banques. Ford a triplé ses profits au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2004 et les banques ont eu 130% de profits en plus. Entre-temps, on discute sur la fin de la stabilité de l'emploi.

### **Le chavisme est-il anti-impérialiste ?**

Les défenseurs de Chavez jouent aussi sur le désenchantement face à d'autres options de gauche, comme le PT brésilien, qui applique aujourd'hui la recette néolibérale avec un masque de gauche et capitule face à l'impérialisme. Selon ses défenseurs, Chavez, serait au moins "anti-impérialiste".<sup>2</sup>

Il est vrai que Chavez a un certain degré de confrontation avec l'impérialisme. Toutefois, si nous donnons à ce mot le sens de quelqu'un qui effectivement résiste et fait face à l'impérialisme, il n'est pas correct de caractériser Chavez et ses prédécesseurs nationalistes, comme étant "anti-impérialistes". Pour des raisons de classe, Chavez est incapable de faire face à l'impérialisme jusqu'au bout et avec tout ce que cela implique, c'est-à-dire commencer à exproprier ses propriétés parce qu'il craint de rompre définitivement avec la bourgeoisie.

Chavez essaye de trouver un terrain d'entente avec l'impérialisme. C'est pour cela qu'il n'a jamais cessé d'approvisionner les Etats-Unis en pétrole ou de payer la dette extérieure, alors que tout le monde connaît le rôle du gouvernement de Bush dans le coup militaire pour l'écartier. Au contraire, Chavez accomplit religieusement les accords économiques et financiers avec l'impérialisme.

D'abord, son gouvernement paye ponctuellement la dette extérieure et maintient les négociations de la ZLEA, même s'il fait des critiques à sa forme actuelle et parle d'un secteur de libre commerce bolivarien.

Deuxièmement, non seulement il maintient sans interruption l'approvisionnement de pétrole aux Etats-Unis à des moments sensibles, mais il continue à accueillir les investissements des transnationales américaines dans les nouveaux secteurs du gaz et du pétrole, et il se met à leur disposition pour "stabiliser le prix international du pétrole", comme il l'a déclaré après le résultat du plébiscite. Aujourd'hui, le Venezuela produit 2,5 millions de barils de pétrole par jour, parmi lesquels 1 million sont produits par les entreprises privées impérialistes. Voilà ce qui explique que les grandes multinationales du pétrole font de grands investissements dans le pays. Le gouvernement vénézuélien articule un plan international de "garantie d'approvisionnement", associé à Uribe (l'homme du plan Colombie) et aux gouvernements mexicain et de l'Amérique Centrale. Dans ce plan, la tâche de PDVSA serait de garantir l'approvisionnement et la construction de toute une grande infrastructure d'oléoducs et de gazoducs (le réseau *transguajira*) qui relierait le Venezuela aux USA en passant par la Colombie et l'Amérique Centrale.

L'agence de presse officielle Venpress a accordé beaucoup d'attention à une réunion sur ce plan qui s'est tenue à Washington : *"l'image du Venezuela comme le pays avec les réserves de gaz les plus importantes du continent et son rôle stratégique pour couvrir les futures demandes du marché américain ont été fortifiés lors de la participation du Ministre de l'énergie et des mines, Rafaël Ramirez, au sommet ministériel tenu à Washington les 17 et 18; décembre, une rencontre à laquelle il a assisté comme invité du Département de l'énergie des Etats-Unis"*<sup>3</sup>.

En troisième lieu, le processus de privatisation de la PDVSA étatique vers les transnationales et la bourgeoisie continue, malgré des changements dans les postes de gérance après le lock-out pétrolier de 2002-2003. Le processus de privatisation n'a pas été arrêté et est stimulé par les lois sanctionnées par Chavez, tel que la Loi d'Hydrocarbures qui, même après la tentative de coup d'État et du lock-out, n'a pas été modifiée (voir encadré).

En quatrième lieu, il n'y a aucune attaque aux profits ou à la propriété capitaliste-impérialiste. Au contraire, ce qui existe, c'est une série de subventions et d'avantages pour les patrons nationaux et étrangers : on réduit les impôts du type TVA pour les grands chefs d'entreprise, on donne des garanties pour les chefs d'entreprise qui reçoivent des prêts des banques privées, etc.

Cette ligne de concessions à la bourgeoisie et à l'impérialisme s'est étendue après la victoire du Non dans le référendum. Les transnationales pétrolières continuent à exploiter le patrimoine national tranquillement et en étendant leurs investissements dans le pays. Un putschiste déclaré et convaincu comme Gustavo Cisneros est non seulement en liberté, mais en plus il se réunit avec Chavez et Carter. Son canal de TV est toujours membre d'un oligopole des moyens de communication qui mentent sans retenue et attaquent le mouvement de masse. Le groupe Polar, le plus grand du pays, qui détient 70% de la distribution de farine et d'autres aliments et qui, pendant le dernier lock-out patronal dissimulait des aliments pour que la population pauvre aie faim, suit tranquillement ses affaires.

Comme l'a précisé James Petras dans un article récent, "*Chavez est plus près du New Deal<sup>4</sup> que de la révolution socialiste. Après trois crises politiques (le coup militaire manqué, la défaite du lock-out et la défaite de l'opposition dans le référendum) le président a offert le dialogue et a proposé d'atteindre un consensus avec les principaux 'barons' des moyens de communication et avec les autocrates des grandes entreprises et du gouvernement étasunien, un consensus basé sur les actuelles relations de propriété, la propriété des moyens de communication et l'extension des relations avec Washington.*"<sup>5</sup>

### **L'"issue démocratique" a-t-elle été un exemple d'habilité ?**

Un autre argument brandi en faveur de Chavez souligne son "éthique démocratique" ou son "habilité tactique" en promouvant le plébiscite et en ayant mis ainsi en échec la droite et l'impérialisme. Mais, contrairement à ce que proclament ces défenseurs de Chavez, sa politique de laisser intacte la structure capitaliste et d'accepter de porter le processus révolutionnaire sur le terrain électoral, est une façon de dévier le processus et de le diriger vers le terrain préféré de la contre-révolution et de l'impérialisme. En vérité, la bourgeoisie "faiblarde" et l'impérialisme ont recouru au terrain de la démocratie bourgeoise à travers la récolte de signatures et le plébiscite parce que les masses ont catégoriquement mis en échec les coups d'État de 2002 et 2003.

L'héroïsme des masses vénézuéliennes a fait reculer deux fois la tentative de coup d'État, dirigé par l'impérialisme en alliance avec la bourgeoisie à sa solde. L'insurrection des masses contre le coup d'État en 2002 est parvenu à contrôler Caracas et les principales villes du pays et, en deux jours, a mis en échec le haut commandement de l'armée et a obligé les putschistes à reculer. La bourgeoisie n'a pas eu d'autre alternative que de permettre le retour de Chavez au gouvernement, comme seule possibilité pour récupérer le contrôle sur les masses en insurrection.

Chavez, de retour au pouvoir, a tenté de concilier avec la droite putschiste et a évité des mesures dures qui leur auraient enlevé leurs sources de pouvoir tant dans les moyens de communication comme dans l'industrie du pétrole. La première chose qu'a fait Chavez a été d'appeler la population en rébellion à faire confiance aux institutions et à retourner chez eux et à désarmer les milices formées dans la confrontation face au coup d'État.

Même avec la nouvelle conspiration et le lock-out pétrolier postérieur, Chavez a accepté la continuité du pouvoir économique intact des putschistes ; il n'a pas touché à la propriété privée des grands moyens de production ni des moyens de communication qui ont ouvertement soutenu les coups d'État. Finalement, Chavez a essayé la conciliation sur le terrain institutionnel en acceptant la "médiation" internationale.

Le rôle joué par des figures comme Jimmy Carter, ainsi que par l'OEA dans la préparation du référendum, avec le soutien de Lula et son *Groupe d'amis* (dont faisaient partie Bush et Aznar), a été celui d'imposer des reculs au gouvernement Chavez en préparant une future capitulation complète. Ils ont imposé une série de restrictions au gouvernement mais ils ont laissé le champ libre à la campagne pour le OUI dans les médias. Leur préoccupation a été de s'assurer que, en obtenant la victoire, Chavez ne prenne pas de mesures contre l'opposition. Et ils ont eu gain de cause. Leur plus grande victoire a été de garantir que le chavisme accepte le terrain de la démocratie bourgeoise pour dissoudre les divergences. Cela prépare une défaite future du processus révolutionnaire puisque, sur ce terrain, le maître est celui qui a de l'argent et du pouvoir économique.

Il convient d'ailleurs d'alerter que, bien que l'impérialisme et la bourgeoisie ont connu une défaite dans le référendum, la dynamique de la participation des masses n'est pas celle de l'action insurrectionnelle contre le coup de 2002. Et si aujourd'hui, par la proximité des soulèvements révolutionnaires, il a été encore possible de mettre en échec la droite dans le référendum, cela ne durera pas toujours. Avec l'usure provoquée par la continuité du système capitaliste et la domination impérialiste de l'économie

## **Résolution du Congrès des travailleurs pétroliers**

(21 octobre 2003 - Maracay)

Cher Président,

Nous, qui souscrivons la présente, préoccupés par la situation actuelle de PDVSA, nous nous adressons à vous afin de vous démontrer que nous avons compris comment l'action du pouvoir oligarchique de la droite nationale et transnationale, à travers Miquilena et son entourage, a laissé un cadre légal qui permet subrepticement le processus de privatisation de notre industrie pétrolière. Nous sommes spécifiquement préoccupés par l'application discrétionnaire de la Loi d'Hydrocarbures (qui, par exemple, dans son article 20, permet le secret sur les négociations pour les multinationales), de la Loi Organique d'Hydrocarbures Gazeux (articles 2 et 24 où on exclut la participation de l'État dans les négociations) et des articles 301 (égalité de conditions entre investissement étranger et national) et 303 (privatisation des filiales, associations et entreprises de PDVSA) de la Constitution de la République Bolivarienne (...)

PDVSA est au peuple. Pour une politique énergétique souveraine.

Avec ces stratagèmes légaux, ils prétendent étendre à 65 années les concessions d'exploitation de gaz et à 40 années celles du pétrole, conformément à ce que ces normes proposent mais dans des conditions désavantageuses pour le pays, en livrant notre richesse à l'impérialisme contre lequel le Libérateur nous a mis en garde. Si les concessions grossières, accordées avec ce que l'on a appelé l'ouverture pétrolière étaient une honte et un vol de la nation, le fait qu'il existe un PLAN SECRET D'AFFAIRES DE PDVSA nous préoccupe (...) l'application de ce plan d'affaires impliquant à la longue l'augmentation de nouvelles négociations sans la contrepartie d'impôts plus importants. Ces aspects constituent en outre l'acceptation directe de la ZLEA en matière énergétique (égalité de conditions entre le capital national et étranger), ainsi que la privatisation d'organismes publics et la livraison de nos richesses à l'impérialisme guerrier et globalisant. (...)

et des moyens de communication, le gouvernement nord-américain et la bourgeoisie vénézuélienne peuvent se réorganiser et, en combinant le boycottage économique et l'opposition électorale, ils peuvent finalement soumettre Chavez à l'usure. Ils peuvent alors obtenir, par la voie d'une négociation acceptée par Chavez, l'imposition de leurs règles. Dans ce cas, il

ne serait même pas nécessaire de le renverser. Ce n'est pas par hasard qu'un des hauts moments des pourparlers pour le plébiscite, afin d'en faire accepter le résultat, a été la réunion, instrumentalisée par Carter, entre Chavez et le multimillionnaire Cisneros, putschiste de la première ligne en 2002.

Dans cette vision qui fait l'éloge de "l'attitude démocratique" de Chavez, il manque également le rappel de quelques expériences latino-américaines dont il faut faire le bilan. Par exemple, il y a lieu de faire une évaluation critique du sandinisme et de son inspirateur, le castrisme, dans la défaite de la révolution nicaraguayenne et de l'Amérique Centrale ; il y a lieu de voir comment les règles tracées par la direction chaviste ressemblent à celles de la direction du FSLN dans les années 80.

#### *Une comparaison nécessaire*

##### *L'expérience sandiniste au Nicaragua*

*Les sandinistes ont été la direction d'une guérilla de masses qui a détruit, par une insurrection, l'armée et la dictature criminelle d'Anastasio Somoza, et qui a pris le pouvoir en 1979. Cela a conduit à un processus révolutionnaire dans toute la zone de l'Amérique Centrale, particulièrement au Salvador, au Guatemala et au Honduras.*

*Toutefois, contrairement à ce qu'a fait la direction de la guérilla de Cuba en 1959-61, le Front Sandiniste n'a pas exproprié la bourgeoisie qui avait soutenu la dictature. Le mot d'ordre qui exprimait cette politique, avec l'accord explicite de Fidel Castro, a été "le Nicaragua ne sera pas un nouveau Cuba". En synthétisant, il s'agissait d'attaquer seulement les "somozistes" et de ne pas toucher les propriétés de la bourgeoisie "libérale". On en est arrivé à faire des décrets contre les occupations de terres ou d'usines qui appartenaient à des bourgeois n'ayant pas été des défenseurs de Somoza.*

*Bien qu'une véritable révolution agricole à partir des bases paysannes ait suivi le renversement de Somoza en 1982, trois ans après la prise du pouvoir 60% de l'économie était privée, 81% des terres appartenaient aux grands propriétaires terriens, 75% des manufactures aux bourgeois nicaraguayens, ainsi que 80% du commerce en gros. On a continué à payer la dette extérieure, bien qu'elle ait été souscrite par le dictateur Somoza !*

*Malgré cette bonne volonté du gouvernement sandiniste, la bourgeoisie et l'impérialisme, comme toujours "peu reconnaissants" avec ceux qui lui font des concessions, n'acceptaient pas l'indépendance conquise par le pays grâce à l'insurrection. Ils se sont mis à préparer le retour à la "normalité" et la mise à l'écart du Front Sandiniste du pouvoir.*

*A cette période, Ronald Reagan, président des Etats-Unis, avait comme politique fondamentale l'expulsion des sandinistes du pouvoir et la défaite de la révolution en Amérique Centrale, pour assurer le contrôle impérialiste dans la zone et écraser toute tentative d'orientation indépendante. Pour cela, en même temps qu'il finançait et armait la Contra<sup>6</sup>, sa grande tactique a été d'exiger des concessions aux sandinistes sur le terrain politique et d'imposer la démocratie bourgeoise comme arme pour construire une opposition bourgeoise qui pourrait mettre le Front*

*Sandiniste électoralement en échec. La direction sandiniste a accepté ces conditions pour maintenir son alliance avec la bourgeoisie "progressiste".*

*Cette politique de la direction sandiniste (collaborer avec la bourgeoisie locale et l'impérialisme tandis que les privations de la population pauvre augmentaient vertigineusement) a eu comme résultat, petit à petit, l'usure de la direction sandiniste. Ces pénuries étaient provoquées par le boycottage économique impérialiste et les attaques de la Contra. Non seulement le Front Sandiniste n'a pas fait face à la bourgeoisie, mais il a empêché les paysans de prendre les terres et les travailleurs de la ville d'assumer le contrôle des entreprises. A cause de cela, le Front Sandiniste a entre autres perdu de plus en plus le contact avec les masses et a été bureaucraté en reconstruisant l'Etat bourgeois, détruit pendant l'insurrection. Alors qu'il conciliait avec la bourgeoisie, les droits fondamentaux pour le mouvement ouvrier et paysan, comme le droit de grève ou l'occupation de la terre, ont été retirés par des décrets-loi à partir d'octobre 1980.*

*La population pauvre approvisionnait les cadres et les soldats qui allaient combattre la Contra, mais la bourgeoisie refusait d'envoyer ses fils à la lutte pour la défense du pays.*

*Les conditions de santé et le niveau de vie se détérioraient de jour en jour. Contrairement à Cuba, où les masses ont eu des acquis dans ces domaines clefs après la révolution, les masses nicaraguayennes, neuf ans après que le Front Sandiniste ait pris le pouvoir, connaissaient encore une situation pitoyable. La bourgeoisie elle-même a profité de cette situation, a responsabilisé le gouvernement dans son prosélytisme électoral et a fini par mettre en échec le Front Sandiniste dans une élection présidentielle.*

*Ils ont été vaincus par la candidate Violeta Chamorro, qui avait été la "partenaire" qu'ils avaient promue au gouvernement après le renversement de Somoza, la personnification de la bourgeoisie "démocratique", la raison pour laquelle "on ne pouvait pas attaquer la propriété", la nécessité d'avoir un Gouvernement de Reconstruction Nationale et d'éviter à tout prix "de perdre des alliés". Mais, peu de temps après avoir pris part à ce gouvernement, Chamorro s'est écartée et s'est ensuite lancée comme opposition (avec d'autres ex-alliés bourgeois du sandinisme comme Alfonso Robelo) jusqu'à parvenir à mettre en échec le Front Sandiniste et sortir du pouvoir par la voie électorale, 10 ans après l'insurrection, en 1989.*

*Un dirigeant sandiniste, Bayardo Arce, a déclaré, en 1984, "qu'ils allaient construire le socialisme avec les dollars du capitalisme". Toutefois, ce qui est arrivé, c'est que le capitalisme les a utilisés pour reconstruire l'Etat capitaliste, y compris l'armée, avec les cadres de la guérilla eux-mêmes, et qu'il les a ensuite usés et expulsés du pouvoir par la "voie sans issue" de la démocratie bourgeoise.*

*Le résultat tragique, outre la défaite de la révolution, a été l'incorporation de la direction sandiniste à l'appareil de l'État et sa conversion à la démocratie bourgeoise coloniale latino-américaine. Ils se sont adaptés d'une telle manière au régime bourgeois que, jusqu'à aujourd'hui, les dénonciations de leur corruption font honte à la gauche de la région. Le Front Sandiniste a dégénéré jusqu'à s'être transformé en un appareil électoral adapté à l'État bourgeois et à l'impérialisme, avec des relations organiques avec la social-démocratie, et avec plusieurs de ses dirigeants transformés en bourgeois.*

## **Quels seront les prochains pas de l'impérialisme ?**

La comparaison avec les sandinistes au Nicaragua est ici à l'ordre du jour. Malgré les concessions et les vacillations de Chavez et de sa confrontation limitée, l'impérialisme l'attaque et a essayé de le renverser par trois fois. L'impérialisme yankee veut avoir le contrôle total du pétrole vénézuélien et ne peut permettre le moindre signe d'indépendance. L'impérialisme agit ainsi parce qu'il a besoin de piller des volumes chaque fois plus grands de richesses pour soutenir les profits des transnationales, principalement maintenant, alors que la résistance iraquienne compromet son plan de disposer des réserves du Moyen-Orient.

Le problème de fond auquel doit faire face l'impérialisme est le processus révolutionnaire de masses qui est derrière ces affrontements. Comme en Iraq, la véritable force du processus révolutionnaire réside dans la résistance des masses et non dans les dirigeants, même s'ils sont nationalistes et ont une ligne d'indépendance relative, comme ça a été le cas de Saddam Hussein. Toutefois, la tactique de l'impérialisme ne sera pas nécessairement l'invasion du Venezuela, comme elle l'a été en Iraq. Il est plus probable qu'il utilise la tactique utilisée au Nicaragua. Pour arriver à son objectif, il va varier et combiner la pression avec l'objectif d'expulser Chavez du pouvoir, avec l'exigence de chaque fois plus de concessions pour négocier.

Même si aujourd'hui le gouvernement est à un moment de haute popularité, cela ne durera pas éternellement. Comme l'a montré la période du lock-out, il peut y avoir une nouvelle usure dans la mesure où les promesses du gouvernement ne sont pas transformées en une réalité palpable. Cela paraît être le nouveau front choisi par les "faiblards", ou du moins par ceux qui ont accepté de se positionner, pour un temps, dans le domaine de la démocratie bourgeoise. Cette tactique donne de l'air à la bourgeoisie pour se restructurer et pour essayer de contre-attaquer dans une conjoncture plus favorable.

En ce sens, il est important d'analyser la portée de quelques changements tactiques récents, qui peuvent signifier des modifications sur le terrain des relations de l'impérialisme avec le chavisme. Après le résultat du plébiscite, Chavez a cherché de nouveau la conciliation avec les Etats-Unis et avec l'opposition bourgeoise vénézuélienne. Avec Carter et l'OEA comme garants, il s'est mis à parler de stabiliser le pétrole et d'ouvrir des relations avec l'opposition "civilisée". Cela va de pair avec le fait qu'après la défaite dans le plébiscite, le gouvernement Bush a accepté la victoire de Chavez. Un secteur important de la bourgeoisie vénézuélienne s'est mis à ouvrir un nouveau front "civil" d'opposition et de pression dans la légalité, comme cela

a été clairement le cas avec Cisneros. Ces secteurs se mettent probablement à jouer un rôle semblable à celui de Violeta Chamorro dans le Nicaragua sandiniste : faire pression sur Chavez pour qu'il fasse des concessions, et le soumettre à l'usure jusqu'à le renverser électoralement. Ou même, obtenir qu'il commence lui-même à reculer plus largement sur ses positions concernant le pétrole et qu'il commence à accepter l'appropriation des richesses de façon plus profonde, dans le style de ce que fait Lucio Gutiérrez en Équateur.

## Notes

1 Journal *La Jornada* du 17/8/04, Mexique

2 Ignacio Ramonet va jusqu'à dire que Chavez est une expression actuelle de l'"exemple de Bolivar", c'est-à-dire, de la libération de l'Amérique Latine, un Bolivar du 21ème siècle.

3 Lusbi Portillo, "¿Uribe y Chavez, procónsules del imperio?" [www.soberania.info](http://www.soberania.info), 4/08/04

4 Le *New Deal* a été une politique du président américain F.D. Roosevelt pour sortir de la dépression de la décennie de 1930, en appliquant des fonds de l'État dans des travaux et dans les régions les plus sous-développées pour stimuler l'économie, en particulier dans le secteur de la construction civile.

5 Article de 3/9/04, site Rebelión.

6 Les *Contras* sont les mercenaires paramilitaires qui fustigeaient de façon permanente le Nicaragua pour saboter l'économie, bloquer le commerce et obliger les sandinistes à négocier et à céder.

## Quelle est la stratégie révolutionnaire au Venezuela ?

### Une discussion avec la gauche

**Joseph Weil**

Membre de la Direction Nationale du PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI



Au Venezuela il existe, d'une part, un processus révolutionnaire tellement puissant qu'il a mis en échec trois tentatives de coup d'État, et d'autre part, un gouvernement bourgeois d'allure nationaliste qui jouit de prestige auprès des masses. Quel doit être alors la stratégie de la gauche révolutionnaire?

Chavez n'étant pas un phénomène nouveau en Amérique latine, il est important de reprendre une discussion qui a divisé la gauche dans la seconde moitié du 20ème siècle, quand ces gouvernements se sont multipliés en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

Dans la plupart des cas, les Partis Communistes, au nom du "front anti-impérialiste", ou "démocratique et populaire", avec la bourgeoisie appelée "progressiste", sacrifiaient l'indépendance de classe et soutenaient les gouvernements nationalistes bourgeois. Ils avortaient toute tentative d'organisation de la classe qui aurait heurté les gouvernements appelés

"progressistes", au nom de la lutte et de l'"unité" contre l'ennemi principal (l'impérialisme, la grande propriété, la bourgeoisie importatrice, etc.).<sup>1</sup>

La position du Parti Communiste Brésilien (PCB) face au Président João Goulart en 1964, en est un bon exemple. Il y avait un processus généralisé de luttes et Goulart s'appuyait sur les masses pour essayer de maintenir une certaine autonomie, sans jamais vouloir rompre avec la bourgeoisie ni avec l'impérialisme. L'impérialisme faisait de plus en plus de pression sur son gouvernement pour qu'il réprime le mouvement, mais le processus était en train d'échapper à son contrôle, avec des occupations de terres et même avec l'organisation de quelques bases de marins, de caporaux et de soldats, qui cassait la hiérarchie de l'armée. A partir de cela, la bourgeoisie et l'impérialisme américain se sont mis à organiser un coup d'État.

La direction du PCB a appelé à faire confiance au gouvernement nationaliste et aux hautes sphères de l'armée "légaliste", au point de dire que " le PCB était déjà au gouvernement" et que, dès lors, il attaquait les "radicaux" ou toute proposition de mesures anticapitalistes, parce que cela romprait le front "démocratique". Cette trahison a mené à la défaite de la révolution, puisque le mouvement de masse n'était pas préparé pour le coup d'État ; et après le refus du PCB d'entrer dans la résistance, ainsi que la fuite de Goulart, "pour éviter une effusion de sang", le coup d'État militaire a triomphé. Cette orientation a produit une crise historique du PCB dont il ne s'est toujours pas remis. La même politique a été utilisée par le PC chilien sous le gouvernement d'Allende, et par le PC indonésien, dans le gouvernement de Sukarno.

### **Le soutien aux mesures progressives de Chavez**

Il y a des secteurs de la gauche qui caractérisent correctement Chavez comme nationaliste bourgeois. Toutefois, ils ont une politique de "faire pression sur le chavisme pour qu'il approfondisse les mesures progressives". En d'autres mots, ils exigent que Chavez "approfondisse la révolution". Ils ne disent pas que Chavez est révolutionnaire, mais comme il se heurte à l'impérialisme et qu'il dispose du soutien des masses, il doit "être soutenu de façon critique" et il faut faire pression sur lui pour qu'il évolue dans le sens révolutionnaire. Ces mêmes secteurs font quelques critiques aux mesures du gouvernement ou à son aile la plus à droite, comme le sommet du MVR (le mouvement électoral de Chavez), mais ils ne critiquent ni le gouvernement ni Chavez et ils ne présentent surtout pas une alternative qui le remplace. C'est la politique de "soutenir les mesures progressives" de gouvernements de front populaire ou nationalistes bourgeois.

En optant pour cette politique, ces courants oublient une des questions de base du marxisme: sous tout gouvernement bourgeois, l'objectif central des révolutionnaires est de convaincre la classe ouvrière et ses alliés qu'ils doivent prendre le pouvoir entre leurs mains et qu'il n'y a pas de solution à leurs problèmes, qu'il n'y a pas de solution pour les fléaux du capitalisme qui empirent de jour en jour leur conditions de vie, si les travailleurs ne font pas la révolution contre le gouvernement et l'Etat bourgeois afin d'imposer leur propre gouvernement et leur propre état. C'est pourquoi toute la stratégie et les tactiques doivent être subordonnées à l'objectif de préparer cette révolution. Il est dès lors fondamental de dénoncer systématiquement et implacablement les gouvernements bourgeois impérialistes ou semi-coloniaux, nationalistes ou de front populaire, même si nous devons adapter la manière de faire cette dénonciation au niveau de la conscience des masses.

C'est pourquoi tout soutien aux "*mesures progressives*", même quand on critique les mesures réactionnaires, constitue une politique opposée au léninisme parce qu'elle fait croire aux masses que ce gouvernement peut être transformé de bourgeois en anti-bourgeois, ou être vraiment anti-impérialiste selon la pression qu'on exerce sur lui. Cette position transforme ces secteurs en "aile gauche" du chavisme et complique finalement l'émergence d'une possible option de gauche révolutionnaire en opposition à Chavez.

Aujourd'hui, il est absolument nécessaire que tous les courants qui se revendiquent du marxisme aient une position de dénonciation systématique du gouvernement de Chavez et d'exigences pour qu'il réponde aux questions les plus ressenties par les pauvres. Il ne s'agit pas de *solliciter* ou de *conseiller* le gouvernement de Chavez, mais de mettre en place une politique adressée aux organisations et aux masses, en leur proposant un plan de lutte qui impose les revendications au gouvernement.

Quand il est nécessaire de défendre certaines conquêtes des masses face aux attaques patronales et de l'impérialisme, telle que la défense des libertés démocratiques en faisant face à un coup d'État militaire, comme c'est arrivé en 2002 et en 2003, les révolutionnaires assument l'avant-garde de la lutte pour mettre en échec le coup d'État, y compris en unité d'action avec le gouvernement de Chavez. Mais ils ne s'abstiennent à aucun moment de dénoncer le rôle de ce gouvernement qui, de ne pas vouloir rompre avec la bourgeoisie et l'impérialisme, permet que ces ennemis des travailleurs soient armés pour les massacrer.

L'orientation de "*pousser Chavez vers la gauche*" met l'avant-garde dans une voie sans issue. Ceux qui revendiquent Chavez comme un "chef révolutionnaire" aident à subordonner le mouvement de masses à cette

direction et, tôt ou tard, à une défaite dure des masses, comme l'enseigne toute l'expérience historique latino-américaine, avec la politique des partis communistes. De la même façon, ceux qui se limitent à faire des "critiques" à Chavez et à exiger de lui davantage de "mesures progressives", en vue de l'"approfondissement de la révolution", ne présentent pas une alternative indépendante et finissent par capituler aussi au gouvernement chaviste.

### **Construire une alternative révolutionnaire qui met Chavez en échec et place le pouvoir entre les mains des travailleurs**

Quelle politique doivent avoir les révolutionnaires face à la situation vénézuélienne? Puisqu'il s'agit d'une situation révolutionnaire avec, à la tête, un gouvernement bourgeois, et donc un ennemi des travailleurs et des pauvres, la stratégie doit être de construire une alternative de pouvoir ouvrier et populaire qui s'oppose jour après jour au pouvoir bourgeois et au gouvernement, en cherchant à se construire comme une alternative concrète pour le renverser et le remplacer par un gouvernement ouvrier, paysan et populaire.

Bien qu'aujourd'hui il n'y ait pas au sein des masses une proposition qui propose de renverser le gouvernement, puisqu'il existe beaucoup d'illusions sur ce dernier, il est absolument nécessaire d'expliquer patiemment aux travailleurs et aux masses que ce n'est pas "leur gouvernement", de dénoncer le fait qu'il ne résout aucune des nécessités les plus ressenties des travailleurs, qu'il accepte les attaques les plus dures aux droits et à la souveraineté et qu'à la longue, en conciliant avec la bourgeoisie "faiblarde" et avec l'impérialisme, il facilite la vie des ennemis et complique la vie de la classe ouvrière. Son action prépare la démoralisation des masses et, par cette voie, prépare la défaite de la révolution.

### **Mais... et face aux tentatives putschistes?**

Comme nous l'avons vu jusqu'à présent, les relations particulières entre l'impérialisme et le gouvernement de Chavez, ont fait que la majorité de la bourgeoisie essaye de l'évincer du pouvoir afin d'infliger une défaite au mouvement de masses et de démonter la révolution.

Les trois tentatives de l'impérialisme d'évincer Chavez du pouvoir avant la fin de son mandat, violemment ou au moyen d'un référendum, posent la question aux révolutionnaires, et aux travailleurs en général, de la position qu'ils doivent assumer face aux coups contre-révolutionnaires qui essayent de renverser des gouvernements bourgeois ayant un certaines frictions avec l'impérialisme.

Pour les marxistes révolutionnaires, il ne peut pas y avoir de doute. Dans ce cas le front unique de toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire, en unité d'action avec le gouvernement lui-même pour mettre en échec le coup militaire, s'impose. On ne peut pas oublier que la victoire du coup d'État installerait un gouvernement menant une politique dictatoriale anti-ouvrière et de soumission totale du pays, comme l'a montré la courte vie du gouvernement de Carmona.

Cette tactique de front unique a été valable tant pour le premier coup d'État de Carmona que pour le lock-out pétrolier et pour le référendum, et ce malgré les différences entre ces diverses tentatives. Mais la politique marxiste révolutionnaire ne se réduit pas seulement à l'unité d'action contre le coup d'État. Même pendant cette *unité temporaire d'action* entre le mouvement ouvrier et le gouvernement de Chavez, il ne faut oublier à aucun moment que ce gouvernement est bourgeois, et donc ennemi des travailleurs, et qu'on ne peut leur faire aucune confiance. Le mouvement ouvrier doit savoir clairement que cette alliance est épisodique et de très courte durée, qu'elle dure exactement le temps de l'action contre-révolutionnaire. C'est donc bien une *unité d'action*.

Si c'est une obligation des marxistes révolutionnaires d'agir en première ligne dans la confrontation avec le coup d'État pro-impérialiste, ils ont aussi l'obligation de maintenir l'indépendance politique et d'organisation complète face à tous les secteurs bourgeois et petit-bourgeois qui, épisodiquement, sont dans la lutte contre le putsch. Cette indépendance est vitale parce que la stratégie du mouvement ouvrier doit être celle de renverser le gouvernement de Chavez et le régime bourgeois pour imposer un pouvoir ouvrier et populaire.

Cela signifie, puisqu'il existe de grands espoirs des masses en Chavez, un travail permanent de dénonciation et d'exigences au gouvernement et aux dirigeants du mouvement de masses qui font du suivisme. Certains disent que cela pourrait être correct à un autre moment, mais que les coups d'État obligent à diminuer les critiques. Nous ne sommes pas d'accord et nous nous basons sur le premier cas où un processus révolutionnaire a fait face à un coup d'État : pendant la révolution russe de 1917, lors du coup d'État de Kornilov<sup>2</sup> à la fin du gouvernement de Kerenski. Il est bon de se rappeler ce qui disait Lénine en ce moment. (voir cadre sur la page suivante)

Cette orientation de Lénine s'est avérée absolument correcte et a été la condition pour la victoire de la révolution peu de temps après. Ça a été une façon excellente d'agir face à un gouvernement bourgeois soutenu par les masses et menacé par un coup d'État de droite. Le gouvernement de

Kerenski avait le soutien des masses par le biais des soviets, dirigés par les mencheviks et les social-révolutionnaires, et il a été attaqué par un soulèvement de généraux monarchistes dirigés par l'impérialisme. L'orientation de Lénine et du parti communiste (bolchevique) a été de ne faire en aucun cas confiance au gouvernement bourgeois : *"c'est un manquement aux principes"*, *"nous combattons Kornilov, mais nous ne soutenons pas Kerenski"*. *"Nous changeons seulement notre façon de combattre Kerenski... En quoi change la façon de combattre Kerenski ? (...)* Sans changer d'un iota notre hostilité contre lui, sans retirer un seul mot de ce que nous disons contre lui, sans renoncer à l'objectif de renverser Kerenski, nous disons : *il faut tenir compte du moment, nous n'allons pas renverser Kerenski maintenant, tout de suite"*. Mais Lénine insiste sur le fait que le renversement de Kerenski restait sa perspective stratégique, sinon, la réaction finirait par triompher et la révolution serait mise en échec.

En rapportant cette expérience au Venezuela d'aujourd'hui, il s'agit de construire une alternative de pouvoir de classe qui fasse face au gouvernement de Chavez et combatte pour un gouvernement ouvrier, paysan et populaire.

Cela exige un combat permanent contre Chavez. Ce combat peut et doit s'exprimer à travers l'exigence que Chavez prenne des mesures de fond contre les "faiblards" et leurs maîtres impérialistes. On doit faire une dénonciation permanente de Chavez comme étant inconséquent dans ce combat et comme en arrivant finalement à concilier avec l'impérialisme et la bourgeoisie, au lieu de les combattre. On doit exiger la confiscation des richesses et des propriétés des putschistes, en nationalisant leurs entreprises, à commencer par les moyens de communication. On doit exiger l'armement général de la population ouvrière et le désarmement des "faiblards". On doit exiger la démocratisation de l'armée et le droit de syndicalisation pour la troupe ainsi que l'élection des officiers. On doit exiger la prison pour les officiers putschistes et le démantèlement des unités contre-révolutionnaires. On doit exiger la suspension du paiement de la dette extérieure et la récupération du monopole de l'extraction, de la production, du raffinement et de la commercialisation du pétrole, avec la ré-appropriation effective de PDVSA par l'État sous contrôle des travailleurs. On doit exiger la rupture avec le FMI et l'appel à un mouvement continental contre la ZLEA et le FMI et pour le non-paiement de la dette, sur le chemin d'une véritable intégration socialiste des peuples du continent latino-américain.

Comme l'a montré la Révolution Russe elle-même, une politique de ce type a été non seulement la meilleure manière de mettre en échec le coup

d'État, mais elle a aussi préparé le chemin du triomphe de la révolution ouvrière et socialiste. Ces leçons sont très actuelles et urgentes pour le développement de la révolution vénézuélienne. Pour garantir cela, il est nécessaire et inéluctable de construire une direction révolutionnaire, qui s'appuie sur l'expérience de 150 années de lutte du mouvement ouvrier mondial, mise en évidence dans le marxisme, le léninisme et le trotskisme.

### *L'expérience russe*

*Au Comité Central du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe*

*Il est possible que ces lignes arrivent avec du retard, parce que les événements se développent parfois avec une vitesse véritablement vertigineuse. J'écris ceci le mercredi 30 août; les destinataires ne le liront pas avant le vendredi 2 septembre. Mais même dans ces circonstances, je crois que c'est mon devoir d'écrire ce qui suit :*

*Le soulèvement de Kornilov représente un retournement de situation extrêmement inattendu (inattendu en ce qui concerne le moment et la forme) et incroyablement brusque. Comme tout brusque retournement, il exige une révision et un changement de tactique. Et comme avec toute révision, il faut être extraordinairement prudent pour ne pas tomber dans un manquement aux principes.*

*A mon avis, ceux qui (comme Volodarski) en arrivent aux positions du défensisme ou (comme d'autres bolcheviques) au bloc avec les eseristas<sup>3</sup>, au soutien au Gouvernement Provisoire, commettent un manquement aux principes. C'est complètement erroné, c'est une faute de principes. Nous deviendrons défensistes seulement après que le pouvoir soit passé au prolétariat, après avoir proposé la paix, après avoir rompu avec les traités secrets et les liens avec les banques, et seulement après tout cela. Ni la chute de Riga, ni la chute de Petrograd ne nous rendront défensistes (je voudrais qu'on fasse lire ceci à Volodarski.). Jusqu'alors, nous serons pour la révolution prolétarienne, contre la guerre, et nous ne serons pas défensistes.*

*Nous ne devons pas soutenir le Gouvernement de Kerenski, pas même maintenant. C'est un manquement aux principes. Vous poserez la question : n'allons-nous pas combattre Kornilov ? Bien sûr que nous allons le combattre ! Mais ce n'est pas la même chose; il y a une limite. Et cette limite est dépassée par certains bolcheviques qui tombent dans une "position conciliatrice", en se laissant entraîner par le cours des événements.*

*Nous allons combattre et nous combattons Kornilov, comme le font les troupes de Kerenski. Mais nous ne soutenons pas Kerenski. Au contraire, nous démasquons sa faiblesse, voilà la différence. C'est une différence assez subtile mais tout à fait essentielle, et on ne peut l'oublier.*

*En quoi consiste le changement de notre tactique après le soulèvement de Kornilov ? En ceci que nous changeons la forme de notre lutte contre Kerenski. Sans changer d'un iota notre hostilité contre lui, sans retirer un seul mot de ce que nous disons contre lui, sans renoncer à l'objectif de renverser Kerenski, nous disons : il faut prendre en considération le moment ; nous n'allons pas renverser Kerenski tout de suite ; actuellement nous envisageons d'une autre façon la tâche de le combattre, à savoir : en expliquant au peuple (qui lutte contre Kornilov) la faiblesse et les vacillations de Kerenski. Avant, nous faisons cela aussi. Mais maintenant cela passe au premier plan. C'est en cela que consiste le changement. Donc, le changement consiste en ce que nous mettons au premier plan l'intensification de l'agitation en faveur de ce que nous pourrions appeler des "exigences partielles" à Kerenski : qu'il mette Miliukov en prison, qu'il arme les travailleurs de Petrograd, qu'il rappelle les troupes de Cronstadt, de Viborg et de Helsingfors à Petrograd, qu'il dissolve la Duma d'État, qu'il mette Rodzianko en prison, qu'il légalise la concession des terres des propriétaires fonciers aux paysans, qu'il implante le contrôle ouvrier sur le blé et les usines, etc., etc.. Et ces exigences, nous ne devons pas seulement les présenter à Kerenski ; nous ne les présentons pas tant à Kerenski, mais plutôt aux travailleurs, aux soldats et aux paysans, entraînés par la marche de la lutte contre Kornilov. Il faut continuer à les entraîner, à les encourager à liquider les généraux et les officiers qui se sont prononcés pour Kornilov, insister pour qu'ils exigent immédiatement la concession de la terre aux paysans, leur suggérer l'idée de la nécessité de mettre Rodzianko et Miliukov en prison, de dissoudre la Duma d'État, de fermer Rech et d'autres publications bourgeoises et d'ouvrir une enquête judiciaire. Ce sont surtout les eseristes de "gauche" qu'il faut pousser dans cette direction.*

*Il serait incorrect de penser que nous nous sommes éloignées de l'objectif de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Non. Nous nous en sommes rapprochés extraordinairement, pas de façon directe, mais par le côté. Et il faut en ce moment même faire une agitation, pas tant directement contre Kerenski, mais plutôt indirectement, quoique aussi contre lui, c'est-à-dire en exigeant une guerre active, très active, authentiquement révolutionnaire contre Kornilov. (...)*

*Il faut combattre impitoyablement les phrases sur la défense du pays, le front unique de la démocratie révolutionnaire, le soutien au Gouvernement Provisoire, etc., en démontrant précisément que ce ne sont que des phrases. Maintenant, il faut leur dire que c'est le moment d'agir : vous, messieurs les eseristes et mencheviques<sup>4</sup>, il y a longtemps que vous vous épuisez en phrases. Maintenant, c'est le moment d'agir. La guerre contre Kornilov, il faut la faire de manière révolutionnaire, en attirant les masses, en les soulevant, en les enflammant (et Kerenski craint les masses, craint le peuple). Dans la guerre contre les allemands, c'est maintenant précisément*

*le moment d'agir : immédiatement et d'une manière absolue, il faut proposer la paix sur la base de conditions précises. En agissant de la sorte, on pourra obtenir soit une paix rapide, soit la transformation de la guerre en guerre révolutionnaire. Dans le cas contraire, tous les mencheviks et eseristes continueront à être des laquais de l'impérialisme."*

*Lettre de Lénine au CC du POSDR. - 30 août 1917*

## Notes

1. Cette orientation a commencé avec celle de l'Internationale Communiste pour la Chine dans les années 20. A ce moment, le Kuomintang était un parti nationaliste bourgeois dirigé par Chiang Kai Shek, qui aspirait à unifier et à libérer la Chine sur des bases capitalistes. Il y avait un processus révolutionnaire contre les troupes impérialistes japonaises qui occupaient le pays et, dans ce processus, le PC chinois se développait rapidement. Comme résultat de ces luttes contre l'impérialisme, le Kuomintang est arrivé à établir un gouvernement provisoire à Canton. L'Internationale Communiste a imposé au PC chinois d'entrer dans le Kuomintang pour garantir "l'unité de la révolution nationale". En 1926 à Canton, une vague de grèves a défié ce parti bourgeois. Le résultat a été tragique : dès que les circonstances le lui aient permis, Chiang Kai Shek a donné un coup d'État et a réprimé féroce les travailleurs et les communistes, en tuant des dizaines milliers d'entre eux, en imposant son contrôle dictatorial pendant des années et en désorganisant les comités ouvriers dirigés par le PC. Staline et Boukharine ont continué à exiger du PC chinois qu'il continue sous les ordres de Chiang et qu'il évite les soulèvements paysans pour ne pas s'éloigner des généraux du Kuomintang. Ils ont ensuite effectué un virement ultra-gauchiste et ont appelé à une insurrection, en causant la défaite de la révolution ouvrière. Après la défaite, l'expérience a servi pour consolider la thèse stalinienne de la "révolution par étapes" qui sera étendue à tout le monde semi-colonial et colonial.

2. Kornilov était un général de l'armée tsariste, un monarchiste. Entre juillet et août 1917, il a été nommé par le gouvernement "républicain" de Kerenski comme chef suprême de l'armée russe. Le soulèvement de Kornilov a été une tentative du haut commandement de l'armée russe à la fin d'août 1917 de massacrer la révolution : son plan était de fermer et de réprimer les organes soviétiques, de renverser le gouvernement de Kerenski et de persécuter les partis de gauche, et en particulier les bolcheviques. La réaction de la classe ouvrière et du peuple, mais aussi de la base de l'armée dirigée par les soviets et par les bolcheviques, a mis en échec cette tentative et a ouvert le chemin de la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre.

3. Les membres du Parti Socialiste Révolutionnaire (SR), de tendance populiste.

4. Rupture du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe, aile droite et réformiste.

## La politique pétrolière de Chavez est-elle anti-impérialiste ?



### César Neto

Membre du  
PSTU, la section  
brésilienne de la  
LIT-QI

Nous vivons des moments de grave crise du système capitaliste mondial. Les raisons sont étroitement liées à la chute constante du taux de profit des entreprises et à la crise de sur-production. Mais la crise actuelle de l'économie capitaliste s'accompagne d'une autre crise. la crise énergétique.

Dans la crise énergétique, il faut souligner la crise du pétrole, qui est un composant indispensable dans l'industrie chimique, pétrochimique et pharmaceutique.

L'économie des Etats-Unis est extrêmement dépendante du pétrole comme source d'énergie. Ce pays dispose de très peu de centrales hydroélectriques, la plupart étant des centrales thermoélectriques, c'est-à-dire alimentées en pétrole. En outre, il dépend fortement du pétrole utilisé comme matière première.

Les Américains produisent chez eux 75% du pétrole qu'ils consomment et en importent 25%. Cela signifie une importation de 12 millions de barils par jour et on prévoit que, si le niveau actuel d'exploitation et de production persiste, dans 15 ans les importations s'élèveront à environ 25 à 30 millions de barils par jour. Entre-temps, le grand problème c'est que les réserves américaines arriveront à leur limite dans les 20 prochaines années.

Selon l'expert Pablo Hernández, (El Plan de Negocios de PDVSA: un plan privatizador - [www.soberania.info](http://www.soberania.info)) "Le Venezuela, l'Iraq, l'Iran, le

Koweït, les Emirats Arabes, le Nigeria, la Russie et quelques autres pays secondaires seront les seuls producteurs de pétrole. Les Etats-Unis et le Canada auront des réserves de bitumes et de sables pétrolifères ou oléagineux, mais le pétrole conventionnel, dont le coût de production est inférieur à 3 dollars, sera réservé aux pays mentionnés ".

Comprendre l'actuelle crise capitaliste et la crise énergétique est très important pour expliquer la géopolitique et la politique quotidienne de l'Empire et des gouvernements latino-américains, ainsi que la ZLEA-TLC et la politique chaviste actuelle.

Pour affronter la pénurie énergétique qui s'approche, les Etats-Unis n'ont pas hésité à envahir l'Afghanistan et l'Iraq afin de mettre la main sur le gaz naturel et le pétrole de ces pays. Pour ce qui est de l'Amérique Latine, la politique de pillage se manifeste d'une autre façon, bien qu'avec le même contenu.

### **Le Système d'Intégration Électrique pour l'Amérique Centrale - SIEPAC**

Avec la pénurie de ressources énergétiques, la Banque Interaméricaine de Développement et la Banque Mondiale ont développé et ont implanté le projet SIEPAC, dans le but d'interconnecter tout le système électrique en un seul réseau, avec une seule loi et une seule norme pour la région méso-américaine. Cette interconnexion est complémentaire à l'Anneau Interconnecté qui unifie les réseaux électriques du Pérou, de l'Équateur et de la Colombie. Actuellement, le réseau colombien est interconnecté avec celui de Panama. Dans les faits, depuis le Pérou jusqu'au Mexique, il n'y aura qu'un seul système électrique. Lourdes Melgar, directrice des Affaires Cosmopolites du Ministère de l'Énergie du Mexique affirme que l'intégration énergétique entre le Mexique, le Canada et les USA est un fait depuis mars 2002. ([www.ciepac.org/bulletins](http://www.ciepac.org/bulletins)). En résumé, il y a une connexion depuis le Pérou jusqu'aux Etats-Unis où un pays peut acheter de l'énergie électrique excédentaire d'un autre pays.

Quand Lucio Gutiérrez a signé l'"accord" avec le FMI, trois jours après avoir assumé le gouvernement, beaucoup de gens n'ont pas bien compris ce que signifiait un paragraphe de trois lignes qui imposait au gouvernement équatorien la concession de l'administration des entreprises électriques à des entreprises étrangères. En réalité, comme on ne peut pas privatiser ces entreprises, il vaut mieux en concéder l'administration au capital étranger, ce qui provoquerait des hausses de prix qui, à leur tour, produiront l'excédent

électrique qui sera envoyé aux Etats-Unis, spécialement en Arizona et au Texas.

### **La politique énergétique vénézuélienne actuelle**

Selon un article intitulé : "Malgré la politique, les grandes compagnies pétrolières augmentent les investissements au Venezuela", publié dans The Wall Street Journal (24/08/04) : "*Le tiers de la production pétrolière est effectuée à travers ce qu'on appelle les Conventions Opérationnelles, entre PDVSA et les transnationales*". Dans ces conventions, selon le texte de Pablo Hernández, PDVSA paye 15 dollars le baril de pétrole extrait par les entreprises privées, et la même opération effectuée par l'entreprise étatique coûte 3 dollars. Ces conventions représentent pour PDVSA, dans le premier semestre de 2003 une dépense de 2.770 millions de dollars. Elle a également obtenu des royalties de 2.614 millions. Il y a plusieurs conventions opérationnelles pour 20 ans et le Ministère de l'Énergie et des Mines envisage de nouvelles conventions pour 40 ans. A l'époque du dictateur Juan Vicente Gómez, on livrait des lots de 100 km<sup>2</sup> comme concession. Actuellement, on livre des lots d'exploitation du gaz par 1.000 km<sup>2</sup> et pour 65 ans.

La convention opérationnelle pour le champs pétrolier de Tomoporo Ceuta est un important exemple de cette politique. Ce champs produit 100.000 de barils de pétrole par jour et ses réserves sont de 2.500 millions de barils. Ce champs fait partie de l'immense bassin du lac de Maracaïbo. Là, le coût de production ne dépasse pas les 1,30 dollars le baril et son prix de vente dépasse les 33 dollars. L'ex vice-ministre des hydrocarbures et actuel responsable pour les conventions opérationnelles, Luis Vierna, a dit dans une entrevue au journal espagnol Expansion (10/04/03) qu'il espère "*que Repsol aura une participation de 49%, ce pourquoi il payera 700 millions*". Pour ces 700 millions, on offre à l'entreprise espagnole la possibilité de devenir propriétaire d'un champs qui peut produire et générer jusqu'à 40.000 millions de dollars!!!

D'autre part, un document de PDVSA (Sauvetage de l'Industrie - PC2003 - Tournée dans les zones) propose "*d'établir une politique et un programme orientés vers la diminution de la grande disparité sur le marché interne par rapport au marché externe*", c'est-à-dire d'élever le prix interne de l'essence et faire entre-temps des concessions aux transnationales avec les Conventions Opérationnelles.

## **ZLEA, Plan Puebla Panamá y IIRSA**

L'impérialisme combine plusieurs tactiques dans sa politique de recolonisation. La Zone de Libre Echange des Amériques ou ZLEA, une des politiques plus connues est liée à un projet plus stratégique appelé Plan Pueblo Panamá (PPP), qui est promu depuis le gouvernement de Fox au Mexique. L'IIRSA (Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud Américaine), est une version du PPP pour l'Amérique du Sud. Stratégiquement, l'IIRSA serait intégré au Plan Puebla Panamá.

Álvaro Uribe, le big boss de l'Empire dans la région, bien connu pour son soutien à la politique guerrière de Bush et exécuter du Plan Colombie, a visité le Venezuela en juillet 2004 et a indiqué à Chavez la nécessité de construire un gazoduc entre Maracaïbo (Venezuela) et Puerto Baleines (Colombie) pour transporter entre 150 et 200 millions de pieds cubiques de gaz, avec un coût de 235 à 270 millions de dollars, ainsi qu'un poliduc Maracaïbo - Puerto de Tribugal, dans le Pacifique colombien, qui permettrait d'ouvrir les marchés asiatiques et de l'ouest des Etats-Unis et d'intégrer ainsi le Venezuela au PPP.

En réalité, il ne s'agit pas d'une idée originale d'Uribe. C'est plutôt l'application d'un document de la BID, du 30/04/01, appelé : "Connectivité de la Proposition Régionale de Transformation et Modernisation de l'Amérique Centrale et du Plan Puebla Panamá". Postérieurement, "le Mémoire d'entendement en matière d'interconnexion gazière" a été souscrit. Selon Hebert López, dans l'hebdomadaire vénézuélien Las Verdades de Miguel (n° 19, 06/08/04), Alí Rodríguez, président de PDVSA, affirme qu'il sera prêt en 2006 et la construction sera à charge d'Ecopetrol et de Chevron Texaco. L'entreprise américaine Chevron Texaco s'est rendue célèbre ces derniers temps parce qu'elle est une des entreprises choisies par Bush pour commercialiser le pétrole pillé de l'Iraq.

Ce projet fait penser au gazoduc de 1.464 km qui relie le Turkménistan au Pakistan et qui passe par l'Afghanistan et continue ensuite encore 750 km pour arriver jusqu'en Inde. Ce gazoduc asiatique a causé l'invasion de l'Afghanistan et la mort de centaines de milliers de personnes dans la région. Quel sera le coût en Amérique latine et spécifiquement dans le PPP ? De la même manière qu'il y a un SIEPAC pour mener l'énergie électrique de l'Amérique du Centre et du Sud vers les Etats-Unis, maintenant, l'Empire est en train de mettre sur pied, avec l'aide Uribe et de Chavez, la construction d'un gazoduc dans le but de livrer du gaz naturel vénézuélien aux Etats-Unis.

## **L'anti-impérialisme de Chavez**

Le *Wall Street Journal*, est un des journaux les plus prestigieux des investisseurs yankees. Aussi républicain que Bush, il traite le sujet du chavisme dans ses éditions sans beaucoup de préjugés. Dans son édition du 12 septembre 2003 le titre est catégorique : "En dépit de la rhétorique, le Venezuela dépend de plus en plus des compagnies pétrolières étrangères". Le texte ne laisse pas de doutes : "*Le président du Venezuela, Hugo Chavez, aime bien parler de transformer le monopole pétrolier étatique en une 'compagnie du peuple'. Mais dans la pratique, le pays devient de plus en plus dépendant des entreprises étrangères pour stimuler la production. (...) Il a approuvé une loi qui a ouvert le business du gaz naturel aux étrangers. Bien que l'intérêt dans de nouvelles entreprises pétrolières ait été atténué par des royalties plus élevés, un nombre de plus en plus grand d'entreprises étrangères tentent leur chance maintenant que le Venezuela a ouvert la seconde ronde de concurrence pour l'allocation d'exploitations de gaz naturel*". ConocoPhillips, Chevron Texaco, Exxon Mobil Corp et Royal Dutch/Shell Group sont activement en train d'investir. "*Chavez a promis de créer une PDVSA 'patriote' qui appartienne au peuple vénézuélien, mais ses discours sont atténués par la réalité.*"

Dans un autre article (24/08/04), le *Wall Street Journal* montre que, outre les investissements dans le gaz naturel, les transnationales sont maintenant aussi intéressées d'investir dans le pétrole. "*La furieuse rhétorique anti-américaine du président Chavez n'inquiète guère un groupe d'investisseurs : les grandes compagnies pétrolières.*"

## **Des changements après le plébiscite révocatoire**

Le 29 février 2004, Chavez a affirmé que le processus révolutionnaire était entré dans sa phase anti-impérialiste. Depuis cette date, il a lancé ses dards contre l'impérialisme yankee, spécialement contre George Bush. Mais en inaugurant les installations de Chevron Texaco, il a fait allusion aux relations avec le gouvernement de Bush de la façon suivante : "*Nous espérons que ceux qui le conseillent réfléchissent un peu, parce que nous ne comprenons pas comment un pays comme celui-là, allié stratégique, partenaire stratégique, a été soumis à la pression*". Face à une éventuelle victoire de Kerry, il a dit : "*nous espérons aussi qu'on entame une nouvelle étape dans des relations franches, sincères, d'affection et de coopération*".

**En 2004 :**

**Echec de l'impérialisme dans l'appropriation du pétrole, crise et augmentation des prix**

**Marcelo García**

Economiste - Comodoro Rivadavia - Argentine



La plus grande puissance impériale du monde, les Etats-Unis, cherche désespérément à s'approprier des productions et de réserves d'hydrocarbures de la planète. Quatre régions font l'objet de la voracité des conflits pour l'or noir. L'invasion à l'Irak au Moyen-Orient, les privatisations et les coups d'Etat en Amérique latine, les guerres en Europe et en Eurasie, et l'imposition de bandes mafieuses armées et d'attitudes séparatistes en Afrique sont les épices de l'appétit colonialiste. L'impérialisme américain essaye de s'assurer les hydrocarbures pour sa subsistance, mais dans son avance il s'est heurté contre les luttes héroïques des peuples opprimés.

Dans le monde capitaliste régnant, les ressources naturelles, en particulier les hydrocarbures, accomplissent un rôle fondamental dans le processus de production. Dans ce qu'on peut appeler l'étape finale du capitalisme, la crise profonde qu'elle traverse l'a amené à chercher la récupération et l'augmentation du taux de profit, ce pourquoi il essaye infructueusement d'augmenter la plus-value à travers la diminution des coûts des matières premières et de la force de travail.

Le pétrole et le gaz sont deux des éléments fondamentaux pour la production capitaliste mondiale et celui qui dispose du contrôle des instances productrices et des réserves d'hydrocarbures a dans ses mains le maniement discrétionnaire de ces derniers et par conséquent celui des prix internationaux d'une pièce clef dans le schéma d'élaboration de la production manufacturière.

Actuellement on pourrait bien affirmer qu'une bonne partie de la politique mondiale est déterminée par l'obtention et le maniement du pétrole et ses dérivés.

C'est ainsi que l'impérialisme américain, conjointement avec les autres impérialismes - essentiellement l'Européen -, et les grandes multinationales du secteur pétrolier, se sont mis éperdument à essayer de s'approprier du pétrole et du gaz qui existe dans le monde. Dans la mise en oeuvre de leur plan expansionniste et de recolonisation, ils ont organisé des guerres, des invasions, des financements de bandes mafieuses et séparatistes, des privatisations, des processus de fusions entre grandes multinationales du secteur et jusqu'à des massacres non-discriminés.

Cette stratégie de domination s'est heurtée contre la résistance des peuples concernés et là s'est développé un des principaux obstacles de l'impérialisme au moment de s'approprier des ressources naturelles. La lutte des travailleurs et de multiples secteurs populaires ont miné un peu partout sur la planète les plans des Etats-Unis et leurs complices et là se trouve un des principaux problèmes non pondérés par l'impérialisme.

<b>Production et réserves mondiales de pétrole</b>			
Pays	Réserves	Pays	Production
Arabie Saoudite	262,7	Arabie Saoudite	474,8
Iran	130,7	Russie	421,4
Irak	115,0	Etats-Unis	341,1
Emirats Arabes	97,8	Iran	190,1
Kuwait	96,5	Mexique	188,8
Venezuela	78,0	Chine	169,3
Russie	69,1	Venezuela	153,4
Libye	36,0	Norvège	153,0
Nigeria	34,3	Canada	141,9
Etats-Unis	30,7	Emirats Arabes	117,8

Source: Rapport annuel 2004 de BP-Amoco. Les réserves sont considérées en milliers de millions de barils et la production est mesurée en millions de tonnes annuelles.

### **L'accroissement de la demande pétrolière**

Les perspectives mondiales de consommation de pétrole et de gaz pour les prochaines années, sont d'une augmentation de manière soutenue dans le futur proche et, sauf un approfondissement de la crise capitaliste mondiale, la progression de la demande pourrait se maintenir dans la prochaine décennie.

Selon l'Agence Internationale de l'Energie (IEA), il y aura en 2005 "un solide accroissement" de la demande mondiale de pétrole, suite à la croissance mondiale prévue qui avoisinerait 4 pour cent en moyenne. De cette façon les augmentations dans la quantité de pétrole nécessaire au niveau mondial auraient leur troisième année consécutive de croissance et laisseraient en arrière le recul qui s'était produit, suite à la crise asiatique (1998) et les convulsions provoquées par l'attaque aux Tours Jumelées (2001).

Il faut toutefois remarquer que la prévision d'une augmentation dans la consommation de pétrole de 1,82 millions de barils par jour pour 2005, est moins que celle de 2,5 millions de barils par jour, constatée en 2004. Les deux épicycles d'une plus grande demande de pétrole sont focalisés en Chine et aux Etats-Unis.

L'IEA a aussi avancé que les consommations d'énergie mondiale prévues pour les prochaines 20 années augmenteront et elle est arrivée à la conclusion que pour l'année 2025 l'utilisation d'énergie augmentera 54%,

fondamentalement propulsée "par les développements des pays en voie de développement, principalement la Chine et l'Inde".

Ce que ne dit pas l'IEA, est que les Etats-Unis ne produisent que 9,2% du pétrole mondial, ne possèdent que 2,7% des réserves mondiales, et à la fois consomment 25,1% de la totalité de la consommation planétaire. Cela veut dire que le futur de l'utilisation énergétique au niveau global dépendra dans une large mesure de ce qui se passe au sein même de l'impérialisme américain.

<b>Importations de pétrole des Etats-Unis en 2003</b>		
Pays	Million de tonnes	%
Moyen-Orient	126,1	20,84
Amérique du Sud et Centrale	120,9	19,98
Canada	102,0	16,85
Mexique	81,5	13,47
Ouest de l'Afrique	70,8	11,70
Europe	50,1	8,28
Nord de l'Afrique	19,7	3,25
Ancienne Union Soviétique	12,4	2,04

Source: Calculs propres sur la base du Rapport mondial 2004 de BP-Amoco.

En ce qui concerne particulièrement le pétrole, l'IEA a prévu que la demande jusqu'en 2025 croîtra à un rythme de 1,9 % annuel, passant de 80 à 118 millions de barils par jour, et pour répondre à cet accroissement il faudra que les pays membres de l'OPEP (Organisation de Pays Exportateurs de Pétrole) augmentent leur production quotidienne de 80% tandis que les nations non membres de l'OPEP devraient l'augmenter de 42%.

Quand il s'agit de souligner qui devra faire le plus grand effort productif vers 2025, l'IEA soutient que l'Amérique Latine devra augmenter sa production de presque 100%, une situation qui atteindrait des niveaux similaires en Afrique (116%) et en Europe de l'Est, puisqu'en particulier la Russie devrait extraire 43% plus de pétrole.

La dépendance du monde capitaliste par rapport au pétrole et autres hydrocarbures et leurs dérivés est donc évidente. Dans le cas du gaz, on prévoit une augmentation de la consommation qui avoisinerait 67% en 2025. Cela veut dire que cette lutte pour le contrôle des ressources naturelles s'accroîtra encore pendant les prochaines décennies, d'autant plus si on prend en considération qu'il s'agit de ressources non renouvelables.

L'utilisation d'énergies alternatives (solaire, éolienne, nucléaire, etc..) pourrait dans le futur remplacer la consommation actuelle de pétrole et de gaz, mais il faut signaler que, tandis que le capitalisme développe ce type de sources alternatives et non polluants sur le plan technique, à son tour il ne permet pas sa prolifération. L'utilisation des hydrocarbures est un commerce juteux, même s'il est limité dans le temps, et il existe encore de grandes réserves dans différents points de la planète.

### **Les prix instables internationaux**

A ce panorama, il faut ajouter un élément vital pour comprendre ce qui arrive avec l'économie mondiale et en particulier avec les hydrocarbures. Le prix du pétrole (en particulier le Pétrole Intermédiaire de Texas, WTI selon ses sigles en Anglais) a des fluctuations à partir des événements politiques et sociaux hétérogènes qui se produisent dans le monde.

Dans la décennie des années 90 le prix international du pétrole fluctuait dans une bande de 15 à 25 dollars le baril, une valeur acceptable pour l'impérialisme (sauf l'année 1998 quand sa valeur a diminué à 14 dollars).

Cette chute dans le prix international a permis un grand processus fusions et d'achats entre entreprises multinationales du secteur des hydrocarbures. Face à la chute de la valeur des actions, les compagnies plus petites ont été absorbées par les plus grandes, bien qu'entre les grandes corporations aussi il y a eu des unions ; cela a finalement amené à une concentration dans le maniement des hydrocarbures.

Les coûts internationaux du brut ont finalement explosé à partir de l'année 2000, quand la valeur est montée à 30 dollars le baril. Cette situation a été engendrée par quelques récupérations économiques transitoires dans des pays centraux et périphériques. Après les crises produites au Mexique, en Asie et au Brésil, les marchés ont repris un certain rythme productif et la demande mondiale de pétrole a crû, mais les prix ont crû aussi, et à leur tour les conflits sociaux dans différentes régions du monde.

Cette situation, marquée par les intentions recolonisatrices et d'appropriation impérialiste d'un côté, et d'autre part une forte résistance des peuples des régions les plus chaudes du monde (spécialement au Moyen-Orient et en Amérique Latine), a déclenché une nouvelle montée du prix du pétrole. Pendant les mois de juillet, août et septembre 2004, le prix est arrivé à son plafond historique de 50 dollars le baril et cette situation a été fondamentalement due à l'impossibilité, de la part de l'impérialisme américain et du système capitaliste en général, de pouvoir s'assurer un contrôle d'airain sur la production et les réserves du pétrole irakien. Après

cette escalade du brut, il y a eu plusieurs oscillations ascendantes et descendantes, mais le prix du baril n'est jamais tombé sous les 35 dollars.

Les dernières modifications ascendantes ont été liées à : la grève pétrolière des travailleurs norvégiens (le huitième pays producteur mondial de pétrole) qui réclamaient un régime de retraites et l'élimination des emplois temporaires ; les attentats contre les oléoducs perpétrés par la résistance dans le sud de l'Irak ; l'instabilité institutionnelle produite au Nigeria ; et la profonde crise financière dont souffre la compagnie pétrolière anglaise Shell. Cela montre la friabilité du système international des prix des hydrocarbures.

Selon le dernier rapport de l'IEA on ne s'attend pas à de grandes diminutions dans les prix du pétrole en 2004 et la raison serait *"le bas niveau d'inventaire enregistré, l'augmentation de la demande asiatique et l'incertitude qui entoure la problématique de l'Irak"*.

## **Le Vietnam irakien**

L'invasion américaine en Irak, avec l'accompagnement de l'Angleterre et de l'Espagne, est peut-être le fait le plus récent et le plus catégorique qui montre la voracité impérialiste pour l'appropriation de l'or noir.

L'occupation étrangère du territoire irakien a étroitement été liée à deux grands axes. D'abord, l'importance de l'Irak tient au fait qu'il est le troisième pays possesseur de réserves pétrolières de la planète et qu'il faisait partie du groupe select des cinq nations avec le plus grand niveau de production pétrolière du globe. Deuxièmement il doit être mentionné que le régime antidémocratique de Saddam Hussein avait cessé d'être utile et servile pour les intérêts américains et pour un tel motif on a inventé le bobard de l'existence d'armes de destruction massive et on a provoqué son renversement.

Les troupes envahisseurs n'ont presque pas eu de résistance au début de ce qu'on peut appeler la guerre conventionnelle, mais la véritable guerre des irakiens a commencé ensuite et a pris la caractéristique de guerre de guérillas. C'est ainsi que la résistance des différentes ethnies qui intègrent l'Irak ont provoqué la vietnamisation du conflit armé et la défaite politique et militaire pour le moment irréversible des Etats-Unis et leurs alliés.

Quand le gouvernement de George Bush a décidé l'invasion en Irak, il s'est proposé plusieurs objectifs. D'une part, avec l'excuse de l'existence d'armes de destruction massive et le supposé lien de Hussein avec l'organisation fondamentaliste d'Osama Ben Laden, il a cherché à prendre possession des réserves et de la production pétrolière irakienne. D'autre part, il a prétendu la réduction des prix internationaux du pétrole à un niveau non

révélé encore, mais qu'on suppose être entre 15 et 25 dollars par baril. Il prévoyait aussi l'installation d'un gouvernement fort, autoritaire et marionnette des Etats-Unis, qui pourrait "mettre de l'ordre" et "semer la terreur" dans la région conflictuelle du Moyen-Orient. Finalement, il avait en vu la mise au pas du complexe militaire et d'armement de son propre pays.

De cette série d'objectifs tracés, l'administration Bush a seulement obtenu la concrétion d'un d'entre eux, celui de la mise au pas du complexe militaire. Le début de la guerre en Irak a facilité récemment que l'industrie d'armements réinvestisse dans la scène américaine et son mouvement a permis à l'économie impérialiste - en plus de produire un grand déficit étatique - d'obtenir une bouchée d'air qui peut disparaître rapidement.

La défaite politique profonde qui est en vue pour les Etats-Unis, peut induire le retour de la plus grande puissance mondiale dans une spirale déclinante de son économie, ce qui pourrait aboutir à la récession profonde dont elle a pu échapper tout juste avec le début de la guerre.

Des autres motivations qui ont promu l'invasion, aucune n'a été couronnée de succès, au contraire, de nouveaux revers collatéraux sont apparus. La chute de la popularité que Bush avait obtenue après les attentats aux Tours Jumelées est une de principales défaites souffertes par l'impérialisme. Que ce soit le démocrate John Kerry ou Bush lui-même qui gagne les élections d'octobre, il n'y aura aucun changement et la politique impérialiste et guerrière au niveau mondial sera maintenue.

Comme nous avons dit, le prix du pétrole n'a pas diminué. Au contraire, il a augmenté à des limites jamais vu. La production irakienne de pétrole - par rapport à l'année 2000 - a diminué à la moitié et à plusieurs reprises la résistance a arrêté ou a mis en échec la production et les exportations de pétrole.

Parmi les conséquences négatives souffertes par l'administration Bush, on doit aussi souligner le processus naissant de mobilisation contre la guerre au cœur même des Etats-Unis. D'autre part, il y a eu de grandes manifestations au niveau mondial, tant dans les pays centraux comme dans les périphériques et c'est ainsi qu'il faut interpréter la défaite de l'ancien président espagnol José María Aznar. Le délire guerrier d'Aznar et l'attentat du 11 mars 2004 ont finalement signifié l'enterrement politique d'Aznar, qui a été vaincu dans les urnes par le candidat du PSOE (José Rodriguez Zapatero).

## **Les luttes héroïques latino-américaines**

En Amérique latine la situation concernant les hydrocarbures n'est pas différente de celle du Moyen-Orient. Même s'il n'y a pas de guerres formelles, ni d'invasions, dans toute la région il existe de fortes confrontations entre les multinationales qui représentent et conforment l'impérialisme (tant étasunien qu'europpéen) et les peuples latino-américains. A vol d'oiseau on visualise les conflits au Venezuela, au Mexique, en Bolivie, à Cuba, en Équateur et en Colombie.

Les peuples latino-américains aussi mesurent leurs forces avec les gouvernements locaux, cipayes de l'impérialisme, qui font de grands efforts pour privatiser les entreprises d'hydrocarbures qui restent encore (à des degrés variables) en mains de l'Etat.

Il faut dire que les pays qui n'ont pas encore privatisé totalement leurs compagnies pétrolières, comme YPF en Argentine, ne maintiennent pas pour autant un contrôle ferme sur leurs hydrocarbures, et de l'une ou l'autre façon ils ont ouvert les portes aux multinationales à travers des associations de tout type. Cependant, les compagnies étrangères ne se conforment pas avec ces niveaux d'ouverture et de profit et ils approfondissent les pressions pour qu'on privatise les plus grandes compagnies pétrolières de la région latino-américaine, telles que Pemex (Mexique), Petroecuador (Équateur) ou Ecopetrol (Colombie).

Les Etats-Unis sont le pays qui importe le plus de pétrole dans le monde et la majorité de ces achats pétroliers se font en Amérique du Sud (en particulier au Venezuela), en Amérique Centrale, au Mexique et au Canada. L'Amérique dans son ensemble apporte aux Américains 50% du pétrole qu'ils utilisent. Le reste du brut provient pour 20,84% du Moyen-Orient et pour 24% de l'Afrique.

Ces données permettent de comprendre l'importance, entre autres aspects, pour les Etats-Unis de l'instrumentation de la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA), le NAFTA et les autres Traités de libre Commerce avec des pays latino-américains, puisque l'approvisionnement des hydrocarbures vitaux pour l'économie américaine dépend dans une grande mesure des gisements existants dans le continent américain.

Un des cas les plus caractéristiques est celui du Venezuela, où l'impérialisme américain vient de promouvoir tout type de coups d'Etat, que ce soit avec des soulèvements militaires, ou avec des grèves bureaucratiques et patronales dans la compagnie pétrolière de l'Etat PDVSA (Pétrole du Venezuela Société Anonyme). La nation bolivarienne est le cinquième possesseur mondial de réserves de pétrole et occupe la septième place parmi

les producteurs mondiaux de pétrole ; il est en outre un des plus grands exportateurs de brut aux Etats-Unis.

Ce qui est remarquable, c'est que le peuple vénézuélien résiste à l'attaque impérialiste approfondie depuis l'année 2003. Il s'agissait d'abord du renversement de Chavez à travers un coup militaire traditionnel produit en avril de cette année, puis en décembre, l'ambassade des Etats-Unis, les chefs d'entreprise et les secteurs anti-chavistes ont promu la paralysie de la production de PDVSA.

L'opposition cherchait à révoquer le mandat au président Hugo Chavez avec le referendum qui a eu lieu le 15 août, mais le peuple vénézuélien a obtenu un nouveau triomphe ferme face à l'impérialisme. Après les résultats du referendum révocatoire de mandat, il y a eu plusieurs possibilités d'agir pour l'impérialisme et pour l'opposition chaviste.

La première donnée importante en matière pétrolière à tenir en compte est le mouvement descendant qu'a eu le pétrole, dès qu'on a su le résultat de la consultation populaire. A première vue il aurait été logique de penser que le triomphe de Chavez devrait avoir répercuté de manière contraire à l'impérialisme, et par conséquence le cours du pétrole devrait avoir monté, mais cela n'a pas été le cas. Face à une opposition tellement désarticulée et peu sûre et face à une position peu belligérante (dans les faits) du président de la nation bolivarienne, l'impérialisme a fait un clin d'œil à la continuité de Chavez.

Une autre donnée significative est apparue dans le journal *The Economist* qui disait que *"en dépit des problèmes qu'elle a, le Venezuela est une grande source de pétrole, relativement sûre et bon marché, proche du plus grand marché, les Etats-Unis. Bien qu'il n'aiment pas trop sa loi d'hydrocarbures ni son langage 'anti-impérialiste', les exécutifs pétroliers se sont félicités en privé de la victoire de Chavez dans un referendum où a été en jeu sa présidence le mois passé [août], puisqu'ils considèrent que cela donne une plus grande stabilité politique"*.

Le supposé anti-impérialisme de Chavez ne tient pas debout en matière pétrolière et ceci s'est reflété à nouveau dans les déclarations de trois des plus grandes compagnies pétrolières du monde. Dans le même article, quelques paragraphes plus bas, on affirme que *"déjà avant le referendum, Chevron-Texaco a dit qu'il signerait un accord pour investir dans la ceinture de goudron de l'Orinoco. Elle a dit spécifiquement qu'elle le ferait sous la nouvelle loi pétrolière. Après le vote, Shell et Total ont dit, qu'eux aussi souhaitent investir dans l'Orinoco. D'autres font la queue pour exploiter le gaz dans la mer "*.

Une des options prises en considération par les partisans de Chavez, qui s'avère être la moins probable selon les derniers faits de la réalité, fait état de qu'on n'écarterait pas une certaine forme d'agression militaire, probablement propulsée depuis la Colombie à partir des relations "charnelles" existantes entre le président colombien Alvaro Uribe et les paramilitaires, et les Etats-Unis.

En Bolivie la situation est aussi chaude qu'au Venezuela. Le peuple bolivien a freiné la tentative américaine de réaliser les exportations de gaz bolivien à travers la compagnie pétrolière espagnole Repsol-YPF par le port chilien, vers le Mexique d'abord et ensuite vers les Etats-Unis, plus précisément vers l'Etat de Californie qui depuis le début de 2001 est touché par une crise énergétique profonde.

D'abord en février et ensuite en octobre, les boliviens sont descendus dans la rue pour faire face aux multinationales du secteur et au gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada, qui a été limogé par les luttes populaires. L'affrontement a été virulent et a coûté au peuple la vie d'une centaine de ses militants sous les balles militaires, mais la lutte s'est transformée en triomphe exemplaire puisque Repsol n'a pas pu concrétiser ses exportations de gaz bolivien.

Ce qu'on appelle la "Guerre du Gaz" a approfondi la lutte de classes et a ouvert l'option du pouvoir pour les travailleurs (spécialement ceux organisés dans la Centrale Ouvrière Bolivienne) et les paysans. Ainsi les habitants de la Bolivie indienne ont commencé à discuter fortement à propos de la propriété des hydrocarbures (ce qui veut dire la nationalisation de ces derniers), le contrôle des travailleurs sur le secteur et l'augmentation des royalties pétroliers et du gaz jusqu'à un niveau proche de 50%.

Il y a lieu finalement d'analyser en particulier la situation des hydrocarbures produits à Cuba. Jusqu'aux années récentes, Cuba était un problème pour les Etats-Unis seulement concernant la question politique et l'exemple que cela représentait pour le reste du continent et le monde. Au-delà du fait que le socialisme est loin d'être une réalité dans l'île des Caraïbes, l'exemple de la révolution cubaine de 1959 (dirigée par le "Che" Guevara et Fidel Castro) continue à avoir une signification très importante pour beaucoup de secteurs populaires et d'avant-garde partout dans le monde.

Mais comme confirmation de la distance de Fidel du socialisme, on doit analyser les accords que le mandataire cubain effectue avec les multinationales pétrolières pour explorer et exploiter les grandes quantités d'hydrocarbures existantes dans les eaux du Golfe du Mexique. La question

est que Cuba peut avoir la possibilité d'extraire une partie du pétrole existant dans cette région où elle dispose de droits internationaux partagés avec le Mexique et les Etats-Unis.

Pendant que Castro négocie avec les compagnies impérialistes (de l'Europe et des Etats-Unis), le peuple cubain reste inerte face à une nouvelle restauration du capitalisme qui va contre les intérêts de la population de l'île, puisqu'en définitive ce seront les multinationales qui seront les grandes bénéficiaires des réserves pétrolières cubaines, comme il arrive dans le reste de l'Amérique Latine.

Des recherches récentes ont démontré l'existence de grandes réserves d'hydrocarbures dans le Golfe du Mexique et le pays conduit par Castro a déjà permis à la compagnie pétrolière Repsol-YPF d'initier les explorations.

Le journal mexicain *La Jornada* a publié le mois de juin dernier un article intitulé *"Repsol-YPF commence la perforation dans un champs pétrolier de la mer de Cuba"* et a fait savoir que *"Repsol-YPF investit de grandes sommes d'argent dans l'exploration pétrolière dans la zone maritime du nord-ouest de Cuba"*.

Par la suite il ajoute : *"l'exploration fait partie d'une convention de la compagnie transnationale espagnole Repsol-YPF avec le gouvernement du président Castro. Les travaux de perforation sont effectués dans un champs situé dans la mer, à 29 kilomètres de la côte, dans le secteur cubain du Golfe du Mexique, dont les experts considèrent qu'il peut contenir de grandes quantités de brut... La découverte pourrait avoir une implication économique, mais peut aussi influencer l'embargo économique des Etats-Unis contre l'île, puisque les compagnies pétrolières américaines sont dans l'impossibilité de prendre part des exploitations"*.

Le 29 juillet dernier, la compagnie pétrolière espagnole elle-même a confirmé l'existence de grandes quantités de pétrole de haute qualité et il reste à savoir maintenant quand commencera son extraction.

A titre de conclusion, on peut affirmer que par plusieurs chemins l'impérialisme américain, conjointement avec l'Européen, est en train de faire l'impossible pour s'approprier des hydrocarbures latino-américains.

Dans les cas de l'Argentine et de la Bolivie, l'impérialisme avance à travers les processus de privatisation, une méthode qu'il voudrait bien appliquer de la même manière au Mexique. En Colombie et en Équateur il l'essaye par l'intermédiaire de l'option militaire envisagée par le Plan Colombie. Au Venezuela, il l'essaye en renversant Hugo Chavez ou en coexistant avec lui. Et à Cuba il l'essaye en négociant avec Castro à travers les multinationales. Finalement, pour chacun des cas particuliers, la ZLEA y

le schéma militariste régional font partie des issues envisagés par les Etats-Unis.

### **Des problèmes profonds en Eurasie et en Afrique**

Les autres deux foyers de conflit qu'ont les impérialismes pour concrétiser une position dominante dans le royaume du pétrole se trouvent en Eurasie et en Afrique. Dans le cas des pays membres de l'Europe de l'Est, après la chute du Mur de Berlin, on a restauré le capitalisme et on a alors développé un cadre de gazoducs et d'oléoducs qui parcourent la région et l'entrelacent avec la vieille Europe.

En plus d'avoir incorporé à la consommation capitaliste de nouveaux marchés et d'ajouter des millions de travailleurs en guise de main d'œuvre bon marché, les impérialismes prétendent prendre possession des ressources naturelles abondantes qui existent dans une région qui est vitale pour l'approvisionnement des pays européens.

De la zone de la Russie naissent la plupart des provisions de gaz envers les plus grands pays industrialisés de l'Europe, ce pourquoi il est nécessaire d'orchestrer un complexe de connexions gazifières et pétrolières qui uniraient les pays de l'Est avec le Moyen-Orient et l'Europe, en permettant la sortie vers le reste du monde.

<b>Potentiel en hydrocarbures de l'Afrique</b>		
Pays	Réserves Pétrole	Réserves Gaz
Libye	36,0	1,31
Nigeria	34,3	5,00
Algérie	11,3	4,52
Angola	8,90	-
Egypte	3,60	1,76
Gabon	2,40	-
Congo	1,50	-
<b>Total Afrique</b>	<b>101,80</b>	<b>13,78</b>

Source: Rapport annuel 2004 de BP-Amoco. Les réserves pétrolières sont mesurées en milliers de millions de barils et le gaz naturel de trillions de mètres cube.

Cette situation met à l'avant plan la production et les réserves de gaz existantes dans les nations qui ont intégré l'Union de Républiques Socialistes Soviétiques, spécialement celles de la Russie. Le maniement de ces deux ressources russes s'est transformé une pièce clef de la trame des hydrocarbures de la région, mais les affaires mafieux, les actes de corruption

et l'absence d'information mettent en échec les intérêts internationaux sur la zone. Voilà pourquoi, face aux subterfuges bureaucratiques et discrétionnaires des principales compagnies pétrolières russes, les marchés fluctuent au rythme des affaires sulfureuses de la mafia de l'ancienne zone soviétique.

Un des grands inconvénients du gouvernement russe de Vladimir Putin est le transport des hydrocarbures russes jusqu'aux points de sortie de la région. Le ministre de Ressources Naturelles de la Fédération de Russie, Yuri Trutnev, a assuré que *"le pétrole ne va pas être vendu moins cher dans le futur. La Russie doit satisfaire les nécessités de sa propre économie. En même temps, de nos jours nous nous voyons obligés d'exporter davantage de pétrole pour obtenir des ressources afin d'effectuer la modernisation de l'économie et satisfaire les besoins sociaux. Mais nos possibilités d'exportations sont limitées par l'actuelle infrastructure du transport"*.

A partir de la nécessité russe de transférer le gaz et le pétrole de la région à travers le Caucase, le conflit entamé avec le peuple tchéchène acquiert une importance vitale. C'est une des principales causes pour laquelle la Russie harcèle constamment les Tchétchènes par la voie militaire.

### **L'infrastructure pétrolière et gazière dans le Caucase**

La Tchétchénie possède des réserves de pétrole mais fondamentalement, elle est située sur un important réseau d'oléoducs et de gazoducs qui traversent la zone du Caucase Nord. C'est le passage presque obligé du pétrole provenant de l'Azerbaïdjan et des pays de l'Asie Centrale. C'est ce lieu stratégique que la Russie cherche à dominer, dû au fait que les voies pour la circulation du brut sont réduites à deux : à travers la Russie ou la Turquie.

La signification qu'acquiert la recherche d'émancipation par les rebelles tchéchènes devient aussi très considérable. Face à la déclaration d'indépendance de la Tchétchénie en 1991 et la possibilité de l'apparition d'un déséquilibre politique régional, tant dans le Caucase comme en Asie, la Russie a entamé une campagne de déstabilisation de la nation rebelle, en finançant l'opposition et en envahissant militairement le pays.

L'aigle impérialiste des *stars and stripes* a finalement posé ses ailes aussi sur les ressources naturelles des nations du continent africain, riches d'importantes réserves d'hydrocarbures, tant de pétrole comme de gaz. La revue britannique *The Economist* a dit vers le milieu de 2002 que *"le seul intérêt des Etats-Unis en Afrique est le pétrole"*.

Tout comme l'Europe de l'Est, l'Afrique est un grand exportateur de gaz vers l'Europe mais en même temps il s'est transformé en un fournisseur d'importance de pétrole vers le continent européen et elle accomplit aussi un rôle prépondérant dans les envois annuels de brut vers les Etats-Unis et l'Asie.

Le survol de l'aigle sur l'Afrique à été mis en évidence dans un rapport sur la politique nationale énergétique américaine (élaboré en 2001), où le vice-président Dick Cheney a révélé que l'Afrique sera *"une des sources de pétrole et de gaz pour les Etats-Unis de croissance la plus rapide"*.

Dans la même ligne de pensée, le 1 février 2002 le collaborateur du Secrétaire d'État aux affaires de l'Afrique, Walter Kansteiner, a déclaré: "Le pétrole de l'Afrique s'est transformé pour nous en une stratégie nationale attrayante". De même, dans une analyse du Conseil National d'Intelligence des Etats-Unis, intitulé "Tendances Globales pour 2015", on prévoyait que pour cette année le quart des importations de pétrole des Etats-Unis proviendraient de l'Afrique.

Pour avancer dans le contrôle sur les ressources naturelles africaines, parmi lesquelles on inclut aussi les précieux gisements de diamants, les gouvernements démocrates et républicains ont envoyé des "missions humanitaires" à la région, ce qui leur permet de maintenir une forte présence militaire dans différentes zones de leur intérêt.

On envisage aussi la possibilité de que la petite île de Santo Tomé - dans l'ouest africain - puisse être le lieu choisi pour une base navale américaine, puisque sa position stratégique dans le Golfe de Guinée le permettrait le contrôle de toute une région où on a récemment trouvé du pétrole dans les profondeurs marines.

De même, les Etats-Unis ont financé des soulèvements putschistes et des maffias armées, et ils n'hésiteront pas à produire un macabre mécanisme de déstabilisation régionale qui les permet la génération de dirigeants adeptes et soumis à leurs intérêts dans le continent.

## La lutte de classes : la Chine

### Le PC chinois à la direction d'un Etat capitaliste semi-colonial

**Gabriel Massa**

Membre de la Direction Nationale du FOS, la section argentine de la LIT-QI



Dans la seconde moitié des années 90 a eu lieu une très forte rébellion des peuples contre les régimes capitalistes du sud-est asiatique, qui a eu son épiceutre en Indonésie et en Corée du Sud. Suite à cela, il y a eu une fuite massive de capitaux et une crise financière qui ont touché toute la région.

La crise régionale a eu lieu dans le cadre d'un processus récessif au niveau mondial et elle allait avoir un impact aux Etats-Unis mêmes à la fin de cette décennie et au début des années 2000. Etant donné que les Etats-Unis étaient le principal marché d'exportation des pays du sud-est asiatique, et que dans ceux-ci se concentraient de grands investissements des

principales entreprises yankees, il paraissait que les deux processus allaient se ré-alimenter indéfiniment.

Toutefois, le sauvetage des économies assiégées de la région, des Etats-Unis même et - pourquoi pas - de toute l'économie impérialiste mondiale, est venu du "facteur Chine". L'économie de ce pays soutient depuis de longues années un rythme de croissance fort, dans lequel se combinent d'une part le développement de nouvelles industries privées dans les zones côtières et d'autre part la réalisation d'immenses oeuvres d'infrastructure dans tout le pays avec des fonds de l'état, l'exécution étant à charge de multinationales yankees et européennes dans la plupart des cas.

Dans cette période précisément, la direction du Parti Communiste chinois a imposé des avances qualitatives dans la restauration capitaliste, spécifiquement en ce qui concerne l'"ouverture" de l'économie aux investissements impérialistes et aux importations de tout type de matières premières et de produits élaborés.

La Chine a commencé à agir comme une vraie aspiratrice de matières premières et de machines produites à l'étranger et, de plus en plus, d'articles de consommation, y compris les équipements électroniques et les voitures, la spécialité des pays du sud-est asiatique. Elle a ainsi été un facteur fondamental dans la récupération des économies de la région et le retour à la "paix sociale", et à la stabilité des régimes assiégés de la Corée du Sud, de l'Indonésie et des autres pays secoués par la crise.

Le matériel présenté ne prétend pas être un rapport exhaustif de la situation en Chine ou de tous les problèmes que représentent son développement complexe. Par contre, il cherche à apporter des éléments pour soutenir que ce pays n'est pas en voie de se transformer en une nouvelle superpuissance et, bien moins encore, d'être un facteur fondamental de stabilité pour le capitalisme mondial, comme soutiennent la plupart des médias impérialistes. C'est plutôt le contraire ; des contradictions puissantes s'avoisinent déjà, qui créeront - dans un délai difficile à prévoir - les conditions pour l'éclatement d'une nouvelle révolution.

A moins que la direction du PC chinois, alliée et subordonnée à l'impérialisme, ne parvienne à freiner leur développement, ce processus et ces contradictions pèseront sur la région et sur l'économie et la société capitalistes mondiales dans le sens opposé à celui dans lequel a pesé "le facteur Chine", comme issue pour la crise de la seconde moitié des années 90, en produisant alors une immense instabilité pour la domination impérialiste.

## **La perte d'une immense conquête ouvrière**

La première grande contradiction qui saute aux yeux est que la restauration capitaliste en Chine a signifié la perte d'une des plus grandes conquêtes révolutionnaires des travailleurs et des peuples au niveau mondial, mais qu'en même temps, elle a créé les conditions pour que la classe ouvrière et le peuple chinois en particulier, et de l'Asie en général, rompent avec le vieil appareil bureaucratique hérité du stalinisme et du maoïsme.

Cela a libéré d'énormes énergies révolutionnaires des masses, qui se manifestent dans des centaines de milliers de luttes auxquelles ont pris part des centaines de millions de travailleurs, de paysans, d'étudiants. Et ce processus de montée de luttes commence aujourd'hui déjà à préoccuper sérieusement les chefs du Parti Communiste chinois.

C'est-à-dire que se prépare le terrain pour une nouvelle révolution en Chine - nous insistons, dans des délais difficiles à prévoir -, qui devra exproprier à nouveau la bourgeoisie pour prendre le chemin de la construction du socialisme.

Cela a transformé la Chine en un des plus grands centres de la montée ouvrière mondiale, dans le cadre de la nouvelle étape révolutionnaire entamée avec la chute du stalinisme, et en même temps, c'est ce qui la transforme en un des plus grands dangers pour la stabilité du système capitaliste-impérialiste.

Une mise en garde s'impose : malgré l'importance du sujet des minorités nationales opprimées en Chine, pour des raisons d'espace nous nous voyons obligés de ne pas l'aborder dans ce texte. Ce sujet devra nécessairement être étudié dans un autre travail, qui montre l'immense poids qu'il a sur l'ensemble de la réalité du pays.

## **Qu'en est-il de la Chine aujourd'hui ?**

Dans une publication intitulée "*La Chine, les Etats-Unis et le Pacifique*", daté du 23 avril 2001, le fondateur de l'important courant trotskiste international The Militant, *Ted Grant*, et un collaborateur, *Alan Woods*, ont soutenu :

"Bien que la Chine a avancé beaucoup vers le capitalisme le long des vingt dernières années, et en particulier des dix dernières années, la transition n'a en aucune façon été complétée. Une grande partie de l'économie reste encore entre les mains de l'Etat, spécialement le secteur clef de l'industrie lourde. Il est évident qu'il y a des préaux de capitalisme qui prospèrent, principalement les secteurs côtiers et Hongkong, et ils croissent en importance. Mais, contrairement à la Russie, où la bureaucratie a

bêtement accepté les conseils de l'Ouest pour avancer rapidement dans le démantèlement du secteur de propriété étatique, la bureaucratie chinoise s'y est prise avec précaution, en privatisant par parties, en maintenant en même temps un contrôle ferme sur les leviers du pouvoir...

"Le futur du capitalisme en Chine n'est d'aucune façon assuré. La bureaucratie elle-même est divisée entre une aile pro-capitaliste et une aile 'conservatrice' qui craint les conséquences de l'instabilité sociale générée par le capitalisme. Certains secteurs de la bureaucratie se sont enrichis, mais la majorité a gagné peu ou rien avec les réformes de marché. Cela est particulièrement certain pour les provinces de l'intérieur qui n'ont pas reçu le type d'investissements qui ont été drainés vers les secteurs côtiers... " (de la page web de 'In Defense of Marxism').

le camarade *Juan Chingo*, du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS) de l'Argentine s'exprime dans le même sens, dans son travail "*Mythes et réalité de la Chine actuelle*" (Estrategia Internacional N° 21, septembre 2004) : "...Après plus de deux décennies de réformes il est évident qu'il y a un processus de restauration capitaliste en cours, orienté par un gouvernement pro-capitaliste et qui se base sur un appareil étatique capitaliste en formation mais qui n'a pas encore accompli un saut qualitatif pour établir un régime social capitaliste ; autrement dit, malgré les progrès importants obtenus par la restauration capitaliste durant toutes ces années, celle-ci n'a pas encore été complétée"(p. 40).

En ce qui concerne le rôle de la bureaucratie chinoise, sous le sous-titre éloquent "le rôle de la bureaucratie ou pourquoi la Chine n'est pas encore un régime social capitaliste pleinement consommé", Chingo affirme: "Le rôle d'arbitre de la bureaucratie est encore fondamental dans le corps économique, non seulement pour l'approbation et la promotion de nouvelles affaires, mais aussi dans sa capacité de contrôleur de l'économie, étant donné le fait que le patrimoine étatique dépasse encore le capital privé, surtout dans les banques. La première fonction se manifeste à travers l'importance de la bureaucratie dans l'octroi de licences, l'encaissement ou l'exception d'impôts et en général à travers la pratique assidue de traiter en privé avec les chefs d'entreprise. Il s'ensuit que le mot clef pour la floraison des affaires en Chine soit le *guangxi* ou les connexions, une pratique très vieille qui a été préservée pendant l'époque maoïste dans la campagne et qui depuis le début des réformes s'est multiplié à tous les niveaux de cette économie en transition, en passant aux villes, entre celles-ci et les différents investisseurs capitalistes et entre ces derniers et la bureaucratie centrale de Pékin...

"D'autre part, la fonction de la bureaucratie dans l'administration économique s'oppose au fonctionnement plein de la loi de la valeur en empêchant la dévalorisation et l'expulsion de la capacité excessive, tandis qu'elle n'est pas non plus capable de subordonner efficacement toutes les formes de travail social à l'accumulation du capital. Un échantillon du premier élément est que dans les années 90, le taux chinois de banqueroute n'a pas dépassé 0,05% par an, le vingtième du niveau des Etats-Unis. Un échantillon du second élément est que le secteur étatique est encore vital pour l'économie chinoise et la stabilité sociale, parce qu'il emploie encore 45% de la force de travail urbaine et reçoit la majorité des prêts bancaires." (pp. 39-40).

La position de Ted Grant et de The Militant ainsi que celle de Juan Chingo et du PTS est représentative d'un vaste spectre d'organisations de gauche en général et trotskistes en particulier partout dans le monde. En résumé, elle revient à ceci :

- La Chine est toujours un état ouvrier, bien qu'en processus plus ou moins avancé vers la restauration capitaliste.

- Ce qui la définit comme un état ouvrier est que la plupart (ou une partie très importante) de l'économie est encore étatisée.

- La bureaucratie a été un facteur fondamental pour empêcher que la restauration s'achève, d'un côté parce que le secteur "réformiste", craignant l'"instabilité" et les masses, a refusé de privatiser tout d'un coup, comme l'a fait "bêtement" la bureaucratie de la Russie, d'autre part, parce que la majorité de la bureaucratie ne profite pas des "réformes de marché" et n'est donc pas partisane de la restauration, ou que la bureaucratie "dans l'administration économique s'oppose au fonctionnement plein de la loi de la valeur".

Reconnaissons en faveur de Grant que son travail, contrairement à celui de Chingo, a été écrit avant que la Chine entre à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), en acceptant des conditions de soumission à l'impérialisme pires que la plupart de ses membres. Ce fait n'a donné lieu à aucune résistance importante dans la bureaucratie chinoise. D'autre part, il a été largement applaudi par tous les secteurs de pouvoir aux Etats-Unis (y compris les soi-disant protectionnistes), qui l'ont vu avec raison comme un pas décisif pour la consolidation du capitalisme dans le géant asiatique. Il en est ainsi, même si les secteurs protectionnistes yankees continuent à faire leur campagne démagogique contre la Chine, en faisant valoir que ses travailleurs qui travaillent pour des salaires misérables laissent sans emploi les travailleurs des entreprises aux Etats-Unis qui émigrent vers ce pays.

La raison de fond au fait qu'il n'y ait pas de résistance importante de secteurs bureaucratiques contre les termes de l'entrée à l'OMC est que la défaite subie par les masses à Tien An Men (juin 1989), a laissé sans soutien solide tous les secteurs du Parti Communiste chinois qui pourrait se sentir menacé dans ses privilèges par la restauration capitaliste.

Au-delà de cette évaluation, tout le raisonnement de Grant, comme celui de Chingo, se base sur des concepts profondément erronés.

D'abord, ce qui définit le caractère de classe d'un état - s'il est capitaliste ou post-capitaliste ouvrier - n'est pas la proportion de propriété privée ou étatique ni la qualité de cette proportion (industrie lourde contre légère). S'il en était ainsi, il faudrait dire que l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et la Belgique actuelle, ont été et sont des états ouvriers, parce que la plupart de leurs industries, en particulier les secteurs lourds et stratégiques ont été (et dans le cas de la Belgique sont) étatisés dans un pourcentage très élevé.

Ce qui définit le caractère d'un état est son origine et les lois centrales qui dominant son existence. Un état est capitaliste s'il a son origine dans la prise du pouvoir par la bourgeoisie et que celle-ci a historiquement maintenu le contrôle sur le pays, et si son économie - au-delà de la proportion étatique ou privée de la propriété - est axé sur la garantie des profits aux capitalistes. Une condition fondamentale pour cela est la présence d'une classe bourgeoise avec ses capitaux pour investir et un prolétariat, c'est-à-dire des travailleurs salariés exploités par ces patrons dans leurs entreprises.

Chingo affirme correctement dans son travail qu'en Chine il n'existe pas encore une classe bourgeoise indépendante et pleinement formée. Il en est ainsi, si nous comparons la bourgeoisie chinoise naissante avec celle d'un état impérialiste comme les Etats-Unis. ou ceux de l'Europe occidentale ou du Japon. Toutefois, si on compare la bourgeoisie chinoise naissante - c'est-à-dire, les bureaucrates transformés en propriétaires de moyens de production - avec celle des pays semi-coloniaux de l'Amérique latine, l'Afrique, l'Europe, l'Asie et l'Océanie, nous voyons qu'il existe une classe sociale bourgeoise, partenaire mineure des grands capitaux impérialistes qui investissent dans le pays, très semblable à celle des nations soumises à la domination impérialiste, ce qui est essentiel précisément pour l'existence d'un pays capitaliste de type semi-colonial.

L'expérience historique de la restauration capitaliste a démontré dans les dernières décennies qu'un facteur décisif pour son imposition a été la création d'un secteur massif de chômeurs - l'armée industrielle de réserve - qui permet aux bourgeois d'obliger les travailleurs occupés à accepter la dictature des patrons dans la production et dans l'état.

Tous ces facteurs sont déjà présents en Chine. A cela, il faut ajouter que toute la politique de la bureaucratie et l'économie du pays tournent essentiellement et de plus en plus autour de la garantie des profits des multinationales qui y sont installées, consacrées tant à l'exportation qu'au marché interne. C'est ce qui définit la Chine aujourd'hui, non seulement comme un état capitaliste, mais comme un état capitaliste semi-colonial.

Le dernier argument de Grant et de The Militant, relatif aux caractéristiques particulières de la bureaucratie chinoise, qui dans sa majorité s'opposerait aux "réformes de marché" et qui en tout cas a été prudente dans l'application de ces dernières pour ne pas perdre le contrôle du pouvoir - ainsi que l'argument de Chingo que la fonction de la bureaucratie dans l'administration économique s'oppose au fonctionnement plein de la loi de la valeur -, ont été et sont utilisés par différents secteurs pour introduire un argument fondamental : aussi longtemps que le PC garde le pouvoir - comme c'est le cas non seulement en Chine, mais aussi à Cuba, au Vietnam et en Corée du Nord -, il n'y a pas de restauration capitaliste. En d'autres termes, les partis et les régimes hérités du stalinisme seraient incompatibles avec le capitalisme. Là où ceux-ci survivent, il y aura toujours un état ouvrier.

Du point de vue théorique, cela représente une rupture avec la pensée trotskiste. Pour Trotski l'Etat est ouvrier aussi longtemps qu'il s'appuie sur des relations de production ouvrières, non-capitalistes, c'est-à-dire, aussi longtemps que ce qui domine n'est pas la loi de la valeur et les profits des capitalistes, mais la planification ouvrière de l'économie. Et la clef pour le savoir n'est pas quel pourcentage de l'économie est étatisé, mais si dans le pays a triomphé ou non une contre-révolution, qui restitue le pouvoir aux agents de la bourgeoisie et enlève le contrôle de l'économie aux travailleurs. Selon l'argument de Grant et de ceux qui coïncident avec lui - et/ou avec Chingo -, aussi longtemps que la bureaucratie sera maintenue au pouvoir, l'Etat est encore ouvrier.

Nous continuons à revendiquer la définition de Trotski, basée sur les conditions objectives de l'économie et l'existence ou non de la contre-révolution triomphante. Et pour cela même, nous soutenons que l'histoire a démontré que le PC et le régime de parti unique non seulement sont parfaitement compatibles avec le capitalisme, mais qu'aussi bien en Chine, comme à Cuba, au Vietnam et dans la Corée du Nord, ils se sont avérés être des instruments très aptes pour imposer la restauration.

## **Croissance explosive, inégalités explosives**

*Anthony Kuhn*, correspondant de la revue impérialiste, *Far Eastern Economic Review* (FEER), qui a son siège à Hongkong, dit au début d'un article publié le 1 avril 2004 : "La Chine a quadruplé la taille de son économie dans le dernier quart de siècle et a sorti plus de 220 millions de personnes de la pauvreté, ce qui représente presque trois quarts de la réduction de la pauvreté dans le monde en développement. Mais les brèches entre riches et pauvres, entre la ville et la campagne et entre les régions de l'intérieur et les régions côtières, ont atteint des niveaux dangereux. Le revenu par habitant dans les villes est maintenant le triple de celui des régions rurales en Chine. La moitié des dépôts en banque du pays sont la propriété du 5% le plus riche de ses 1.300 millions d'habitants, selon les statistiques de l'Etat."

Un article du journaliste *Dominic Ziegler* publié dans *The Economist* du 6 avril 2000, rendait compte à son tour des inégalités entre les différentes provinces. Il soutenait alors que le PIB moyen par habitant en Chine (excluant Hongkong et Macau) "était de \$ 735 dollars à des prix de 1998, ce qui indique que la Chine est plus pauvre que l'Indonésie. Mais cette moyenne dissimule de grandes inégalités régionales. La province la plus pauvre, Guizhou, a un PIB par habitant de \$ 280 dollars, comparable à celui de Bangladesh ou de Yémen. Sicuani, avec un chiffre de \$ 525 dollars, est comparable avec le Pakistan. Entre-temps, les résidents de Shanghai, avec \$ 3.400 dollars, sont placés à la hauteur la Turquie ou de l'Afrique du Sud. Introduisons maintenant Hongkong, qui avec \$ 22.990 dollars a un revenu par habitant plus important que la Grande-Bretagne, son ancienne métropole. Un passager qui voyage d'une pointe à l'autre de la baie (de Hongkong) sur le Ferry est probablement 90 fois plus riche que le vendeur de légumes à Guzhou".

## **Le caractère capitaliste dépendant de la Chine actuelle**

Le processus de soumission de la Chine à l'impérialisme a eu un premier antécédent dans le rétablissement des relations avec les Etats-Unis par Mao, quand il a reçu le président Richard Nixon à Pékin au début des années 70. Mais le processus même de la restauration capitaliste a commencé avec la politique de réformes lancée par Deng Xiao Ping à la fin des années 70 et qui a avancé un premier pas avec l'ouverture commerciale et la création de "zones économiques spéciales" ouvertes à l'investissement étranger en 1980, date à laquelle la Chine s'est aussi intégrée au FMI et à la Banque Mondiale.

Toutefois, ce n'est qu'après la défaite de la résistance des masses en 1989 que le processus de restauration s'est accéléré et consolidé.

L'Article *La Formule chinoise pour une croissance à des taux de 9% annuel*, publié dans la page web du journal *Estrategia* du Chili, le 27 février 2004, synthétise le processus qui a eu lieu depuis lors, en disant: "L'ouverture commerciale a commencé avec l'augmentation des quotes-parts d'exportation et d'importation, accompagnée par la mise en oeuvre de contrôles commerciaux conventionnels (tarifs et barrières non tarifaires). Cependant, celles-ci ont été réduite substantiellement à court terme. Par exemple, le tarif moyen en 1982 était de 56% et il a été réduit en 1985 à 46% et en 2001 à seulement 15%, avec en même temps l'établissement d'un cadre légal pour les activités exportatrices.

"Entre-temps, l'accès à l'investissement étranger a été entamé avec l'ouverture de quatre zones économiques spéciales: Shenzhen, Zhuhai, Shantao, Xiamen et plus tard Hainan. Dans le but d'attirer des investissements depuis l'extérieur, ces zones ont actuellement une infrastructure, des lois spéciales et des conditions fiscales favorables pour les entreprises étrangères. On mentionne qu'en 2002, la Chine a concentré US\$ 53.200 millions en investissements étrangers, plus que les Etats-Unis."

Un facteur clef dans le processus des réformes capitalistes a été l'expulsion massive de travailleurs ruraux et petits propriétaires de la campagne, qui a commencé dans les années 90 quand on a approuvé une forme limitée de privatisation de la terre - on a mis à disposition la terre pour l'utilisation privée, avec autorisation de vendre une partie de la production sur le marché libre - ce qui a eu comme conséquence que chaque famille de paysans devait payer ses semences, machines et autres moyens de production. On a ensuite permis l'achat et la vente de ces droits d'utilisation de la terre. Cela a donné lieu rapidement au surgissement d'une couche de paysans moyens qui ont accumulé des terres, en achetant celle des plus pauvres qui ne pouvaient pas faire face aux coûts d'exploitation.

Ce processus a produit une population émigrante vers les villes, que la plupart des auteurs évaluent entre 130 et 200 millions de paysans.

### **Une nouvelle phase**

L'article de *Ziegler* déjà cité explique que "le 15ème Congrès du Parti Communiste à l'automne de 1997 a été un grand tournant. Il a marqué le début de cette nouvelle phase avec la suggestion que des dizaines de milliers de petites et moyennes entreprises étatiques seraient livrées à leur sort, pour flotter sur les eaux privées ou y être submergées. Au printemps de 1999, des

garanties ont été incorporées à la constitution étatique qui pour la première fois reconnaissaient le secteur privé.

"Les deux premières décennies de la réforme ont été essentiellement d'une croissance de rattrapage, des progrès qui ont été le résultat du démantèlement des communes agricoles et de la permission d'allouer du capital - et en particulier de la main d'œuvre - à des secteurs manufacturiers et de traitements de basse technologie, en grande partie pour l'exportation. Le gouvernement n'a pas réellement dû faire beaucoup pour promouvoir une telle croissance, il n'avait qu'à se tenir hors du chemin. Les taux de croissance à deux chiffres étaient la norme et la croissance accélérée créait de nouveaux postes pour des travailleurs qui étaient écartés des entreprises étatiques inefficaces, pour des émigrants de la campagne aux zones urbaines et pour des jeunes à la recherche de leur premier emploi."

Dans ce cadre, pour les années entre 1995 et 2000 seulement, le gouvernement chinois a entrepris des travaux publics, avec la construction d'usines, de réseaux électriques et téléphoniques, d'aéroports et de ports, de routes, etc., pour une valeur évaluée à 2000 milliards de dollars. La participation des grandes entreprises multinationales (en particulier yankees, allemandes et japonaises) dans ces travaux soumissionnés a été un facteur décisif pour soutenir leur niveau de profit et le mini-boom qu'on a vécu dans les années 90 dans les pays impérialistes.

Ce processus de développement capitaliste accéléré et à la fois soumis à l'impérialisme, ainsi que l'insertion conséquente du pays dans l'économie mondiale, a produit une situation très contradictoire : selon Kuhn, dans l'article déjà cité du FEER, "alors que la Chine n'a apporté que 4% de la croissance du PIB global l'année passée, elle a consommé 40% du ciment du monde, 27% de son acier et 31% de son charbon, disait Ma Kai, directeur de la commission de Planification Étatique et de Réforme, le 8 mars. 'Notre méthode brute de croissance de haute absorption de matières premières, haute consommation, haute émission, se poursuit sans changement', a-t-il dit."

### **Les difficultés du capitalisme semi-colonial**

Le modèle de croissance capitaliste semi-colonial fait face à des difficultés croissantes. Il y a quatre ans, *Ziegler* (*The Economist*) pronostiquait déjà: "Établir les bases pour la phase suivante de croissance sera beaucoup plus difficile. La productivité de la terre - et n'oublions pas que deux tiers des 1300 millions de chinois vivent encore à la campagne - a presque atteint ses limites naturelles, vu la grave pénurie d'eau en Chine.

Une plus grande productivité dans l'agriculture sera obtenue au prix du fait qu'encore plus des gens devront migrer vers les zones urbaines, peut-être 8 à 10 millions par an, pour lesquelles il faudra trouver des emplois. Par ailleurs, 6 millions de postes doivent être créés dans les villes, uniquement pour permettre de répondre à l'accroissement naturel modeste de la population urbaine chaque année. Il y a entre 4 et 7 millions de travailleurs par an mis au chômage par des entreprises étatiques en phase de réduction. L'économie doit créer un minimum de 18 millions d'emplois urbains chaque année durant les prochaines années. Mais d'où ? Les problèmes du secteur industriel chinois sont bien connus et le secteur services a été tellement paralysé par le passé socialiste du pays qu'il a seulement la moitié de la taille attendue pour un pays dans cette phase de développement."

*Kuhn* dans l'article d'avril de cette année publié dans le FEER déjà cité affirme: "La Chine est entrée maintenant dans une étape de développement plus pénible dans laquelle les contradictions sont plus nombreuses, dit Fang Gang, directeur de l'Institut National de Recherches Économiques de Pékin. Et on ne corrigera pas rapidement les erreurs du passé. 'Je ne vois pas ces disparités s'inverser durant les prochaines 10 années, étant donné les éléments de base de l'économie', dit Fang. 'Il y a entre 300 et 400 million de travailleurs ruraux excédentaires qui doivent abandonner la campagne et cela pourrait prendre 10 ou 20 ans..."

"Les hauts fonctionnaires sont très conscients des dangers de cette nouvelle phase. Le processus de développement de beaucoup de pays montre que pendant cette phase, il peut y avoir deux résultats", a dit le premier ministre Wen Jiabao dans un discours le 21 février et publié dans le Journal du Peuple. Selon une hypothèse, un pays s'industrialise et se modernise avec succès. Selon une autre, les différences économiques croissantes et les tensions sociales provoquent la stagnation du développement, ou résultent même dans le chaos et le recul", a-t-il dit. Wen parlait dans une classe pour fonctionnaires du cabinet dans l'école centrale du parti, pour les placer dans le nouveau point de vue de la direction : que les disparités et le coût redoutable du développement de la Chine doivent avoir une réponse, avant qu'elles ne puissent détruire la croissance économique future et le contrôle du Parti Communiste sur le pouvoir."

## **L'ajustement sauvage imposé par l'entrée à l'OMC**

Avec cette perspective d'épuisement du modèle de croissance appliqué jusqu'alors, le 11 décembre 2001 la Chine est devenue le 14ème membre de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC), sur base de signature de 37 accords bilatéraux et d'un protocole de 900 pages.

Dans un article publié le 13 novembre 2002 au *New York Times*, le chroniqueur *Eric Eckholm* disait : "Les termes de l'accès de la Chine à l'OMC sont d'une portée beaucoup plus grande que ceux fixés pour n'importe quel nouveau membre de l'organisation commerciale ou de son prédécesseur, le GATT. Ils requièrent que la Chine ouvre ses marchés jusqu'à présent jalousement gardés, comme celui des banques, des assurances, des télécommunications et de l'agriculture... "

Cela a signifié un véritable saut dans la politique de privatisation et d'ajustement permanent que la conduction du Parti Communiste chinois appliquait depuis Tien An Men contre les travailleurs et le peuple.

La conséquence la plus immédiate pour la classe ouvrière a été une succession de privatisations, de faillites et de fermetures d'entreprises étatiques avec des millions de chômeurs qui sont allés grossir les files de l'armée industrielle de réserve. Mais la réaction a été une vague de luttes ouvrières, avec des mobilisations fortes et croissantes à partir de 2002, qui ont secoué les principales villes du pays.

Cette vague de mobilisations dans les villes a été combinée avec une résistance croissante à la campagne. Des centaines de millions de paysans déplacés de leurs terres ou qui s'y accrochent péniblement, sont protagonistes de confrontations violentes avec les représentants du pouvoir.

A cela, il faut ajouter d'importantes mobilisations des étudiants et aussi des minorités opprimées. L'expression la plus avancée de la lutte démocratique est la mobilisation massive à Hongkong pour les libertés en 2003.

## **Le principal facteur de crise pour le régime**

Le fait est qu'au fur et à mesure qu'avance la soumission de la Chine à l'impérialisme, la réponse des masses se développe.

Jusqu'à présent, les secteurs ouvriers et populaires ne sont pas arrivés à centraliser leur résistance puissante. Par conséquent, ils ne disposent pas d'un instrument pour contester le pouvoir à la bureaucratie du Parti Communiste chinois.

D'autre part, la bureaucratie ne trouve pas la manière de freiner la montée des luttes. La répression ne fait que provoquer de nouvelles protestations

massives. Les exigences d'emploi et de bonnes conditions de travail dans les villes, la défense des terres et la lutte contre les impositions bureaucratiques à la campagne, ainsi que les réclamations démocratiques continuent à s'étendre.

Tout cela devient un obstacle très grand pour avancer dans l'application des nouvelles "réformes" que réclame l'impérialisme. Par exemple, la liquidation de la banque étatique et sa cession à des mains privées, se heurte au fait que les banques étatiques soutiennent avec leurs prêts - qui sont pratiquement des subventions puisqu'ils ne sont jamais remboursés - les grandes industries étatiques qui sans cela feraient faillite. Dans ce cas, il y aurait immédiatement des dizaines de millions de nouveaux licenciements.

Mais les faillites et les privatisations d'entreprises étatiques avec leur avalanche de licenciements est un des facteurs qui nourrit le plus les luttes que la bureaucratie veut éviter. De cette façon, la réforme du système bancaire est retardée et sans perspective d'aboutir.

La "solution" pour la bureaucratie serait d'imposer aux masses une nouvelle défaite comme celle qu'elles ont soufferte en 1989. Mais l'extension du mouvement fait que ceci est aujourd'hui beaucoup plus difficile à concrétiser. Ce qui donne la perspective d'un processus chronique, de montée continue de luttes, qui use le pouvoir bureaucratique.

### **La perspective**

Dire ceci revient à dire qu'en Chine s'accumulent des facteurs de crise que la bureaucratie ne peut pas résoudre, et qui dans leur développement préparent et annoncent les conditions d'une prochaine révolution.

Quel caractère aura cette révolution ? La restauration du capitalisme et la semi-colonisation impérialiste imposent comme unique chemin pour en finir avec le chômage, la répression et la misère, la lutte pour une nouvelle révolution ouvrière qui reprend le chemin de la reconquête de l'indépendance nationale et de la construction socialiste.

L'expérience de la transformation de la bureaucratie du Parti Communiste chinois, d'obstacle dans le développement de la révolution en agent et responsable direct de la restauration capitaliste et de la recolonisation impérialiste, indique aussi la nécessité de la construction d'une direction révolutionnaire qui ne garde et ne réveille aucune illusion en ce qui concerne un hypothétique caractère "contradictoire", "progressif" ou "de frein à l'avance de la restauration", de la bureaucratie.

Il faut construire en Chine un parti révolutionnaire internationaliste, sous les drapeaux de Lénine et de Trotski, qui indique avec clarté le chemin de la

défaite du gouvernement capitaliste du Parti Communiste chinois et de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Le terrain est fertilisé par la tradition révolutionnaire chinoise, par les actuelles luttes et par les nouvelles expériences d'organisation indépendante.



### **Nos conclusions centrales**

Comme synthèse finale de ce travail, nous présentons maintenant nos conclusions centrales :

1) La Chine est aujourd'hui un état capitaliste avec toutes les caractéristiques d'un pays colonial, soumis à la domination impérialiste. Le processus de restauration a ses premiers précédents dans la visite du président des Etats-Unis, Richard Nixon, à la Chine, où il a été reçu par Mao Tse Tung en 1973, établissant des relations privilégiées, en concurrence directe avec l'URSS. Ce processus a traversé différentes phases, ayant son premier élan à la fin des années 70 avec la politique d'ouverture vers l'impérialisme menée par l'héritier de Mao, Deng Xiao Ping, puis avec la création de cinq zones ouvertes à l'investissement étranger en 1980.

2) Le processus a connu à nouveau un saut qualitatif, à partir de la défaite de la rébellion ouvrière et populaire de 1989 et de son écrasement sur la place Tien An Men de Pékin, ce qui a mené à la consolidation de la restauration capitaliste et de la semi-colonisation du pays.

3) En Chine, tout comme à Cuba, au Vietnam et en Corée du Nord, il a été démontré que la permanence des soi-disant "Partis Communistes" et des régimes bureaucratiques et totalitaires, n'est pas incompatible avec la restauration capitaliste et qu'au contraire, dans ce cas particulier, le Parti Communiste s'est avéré l'instrument le plus efficace au service de la soumission de l'ancien état ouvrier à la dictature des monopoles, des gouvernements et des institutions impérialistes.

4) Bien qu'il s'agisse d'un pays dépendant de l'impérialisme, il a une incidence décisive dans les hausses et les baisses de l'économie impérialiste mondiale, par ses dimensions et la taille de son économie.

5) Dans ce cadre, la croissance accélérée de l'économie chinoise durant les dernières années est arrivée à un point critique dans lequel elle ne peut déjà pas continuer longtemps, étant donné les contradictions mêmes du modèle capitaliste semi-colonial ainsi que la limite que lui impose la résistance ouvrière, paysanne et populaire. Cela implique non seulement la perspective de la chute du taux de croissance interne, mais aussi un facteur de crise pour tout le sud-est asiatique et pour les principales industries fournisseurs de matières premières et moyens de production industriels à l'échelle mondiale, qui placent des pourcentages très hauts de leur production dans ce pays.

6) Les souffrances que la restauration capitaliste impose a provoqué une réaction massive des travailleurs chinois de la ville et de la campagne, en particulier celle du prolétariat des grandes usines, avec des centaines de milliers d'actions de protestation par an, où sont impliqués des millions de grévistes et/ou de manifestants.

7) Les contradictions visibles dans le modèle d'accumulation capitaliste dépendant, combiné avec les actions de résistance de plus en plus amples des masses urbaines et paysannes, préparent et annoncent une révolution - bien que nous ne soyons pas en condition de prévoir avec précision ses rythmes -, qui dans son contenu est anticapitaliste et anti-impérialiste, contre le régime dirigé par le Parti Communiste chinois.

8) Une spécificité du processus actuel est que, alors que dans ce pays, tout comme dans l'ancienne URSS et la plupart des anciens états ouvriers de l'est européen, il y a eu à la fin des années 80 et au début des années 90 des révolutions anti-bureaucratiques, centrées sur des exigences de type

démocratique et avec un poids important des demandes d'autodétermination des nationalités opprimées, ces revendications, qui sans doute sont présentes et continuent à avoir un poids énorme, passent au second plan et le centre de la scène en Chine est occupé aujourd'hui par l'action et les revendications propres de la classe ouvrière et des paysans.

9) Celles-ci sont les bases objectives et subjectives sur lesquelles devra se baser la construction du parti révolutionnaire internationaliste dont les masses chinoises ont besoin pour diriger la lutte pour le pouvoir.

Présentation .....	1
<b>Dossier : Venezuela.....</b>	<b>5</b>
<i>Quatre décennies de lutte révolutionnaire.....</i>	<i>5</i>
De l'"Accord de Punto Fijo" à la promotion de Chávez.....	6
Une longue stabilité .....	7
Les années de l'or noir .....	7
Le contexte mondial des années 80 .....	8
Le caracazo .....	9
Des années de corruption et de crise - la montée de Chavez .....	10
Coup d'État et insurrection populaire en 2002 .....	12
Chávez s'entend avec les putschistes .....	14
Le lock-out patronal et les mobilisations ouvrières .....	15
Encore une fois, Chávez a cherché un accord.....	17
La manœuvre du plébiscite .....	18
<i>Le nationalisme bourgeois, hier et aujourd'hui.....</i>	<i>20</i>
Des changements dans le monde .....	24
Les limites catégoriques pour Chávez .....	25
<i>C'est quoi le chavisme ? Le nationalisme bourgeois au temps de la recolonisation .....</i>	<i>26</i>
Chavez combat pour les pauvres?.....	28
Le chavisme est-il anti-impérialiste ? .....	30
L'"issue démocratique" a-t-elle été un exemple d'habilité ?.....	32
Quels seront les prochains pas de l'impérialisme ?.....	37
<i>Quelle est la stratégie révolutionnaire au Venezuela ? Une discussion avec la gauche.....</i>	<i>39</i>
Le soutien aux mesures progressives de Chavez .....	40
Construire une alternative révolutionnaire qui met Chavez en échec et place le pouvoir entre les mains des travailleurs.....	42
Mais... et face aux tentatives putschistes?.....	42
<i>La politique pétrolière de Chavez est-elle anti-impérialiste ?.....</i>	<i>48</i>
Le Système d'Intégration Électrique pour l'Amérique Centrale - SIEPAC.....	49
La politique énergétique vénézuélienne actuelle .....	50
ZLEA, Plan Puebla Panamá y IIRSA .....	51
L'anti-impérialisme de Chavez .....	52
Des changements après le plébiscite révocatoire .....	52

<b>En 2004 :.....</b>	<b>53</b>
<i>Echec de l'impérialisme dans l'appropriation du pétrole, crise et augmentation des prix .....</i>	<i>53</i>
L'accroissement de la demande pétrolière.....	55
Les prix instables internationaux .....	57
Le Vietnam irakien .....	58
Les luttes héroïques latino-américaines .....	60
Des problèmes profonds en Eurasie et en Afrique.....	64
L'infrastructure pétrolière et gazière dans le Caucase.....	65
<b>La lutte de classes : la Chine.....</b>	<b>67</b>
<i>Le PC chinois à la direction d'un Etat capitaliste semi-colonial .....</i>	<i>67</i>
La perte d'une immense conquête ouvrière.....	69
Qu'en est-il de la Chine aujourd'hui ? .....	69
Croissance explosive, inégalités explosives.....	74
Le caractère capitaliste dépendant de la Chine actuelle.....	74
Une nouvelle phase .....	75
Les difficultés du capitalisme semi-colonial.....	76
L'ajustement sauvage imposé par l'entrée à l'OMC .....	78
Le principal facteur de crise pour le régime.....	78
La perspective .....	79
Nos conclusions centrales .....	80